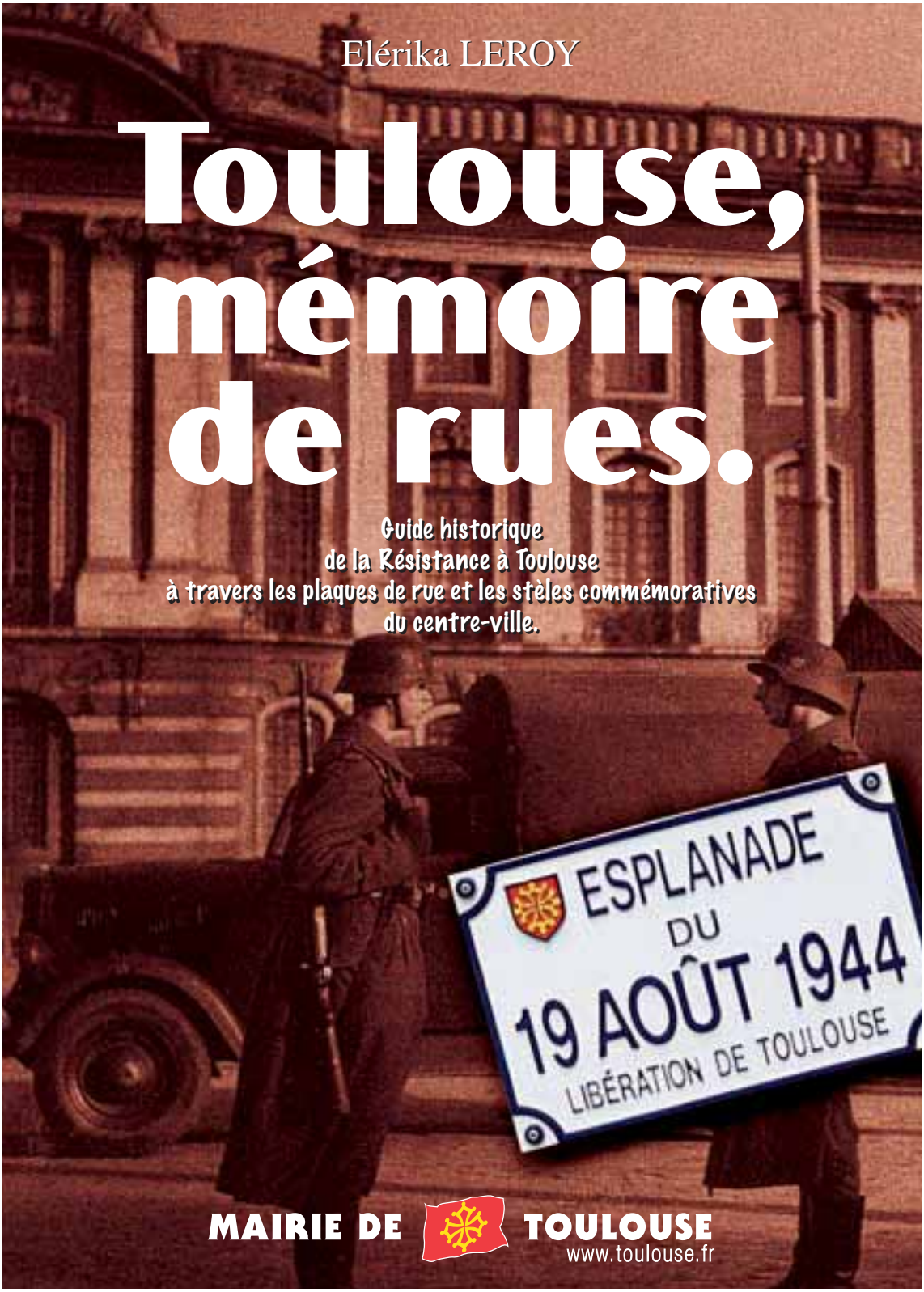
Elérika LEROY

Toulouse, mémoire de rues.

Guide historique
de la Résistance à Toulouse
à travers les plaques de rue et les stèles commémoratives
du centre-ville.



MAIRIE DE TOULOUSE
www.toulouse.fr

“Il n’est pas un coin de Toulouse qui ne réveille en moi un souvenir des temps de résistance”, disait Jean Cassou, l’un des personnages marquants de cette période noire.

“Le rose de Toulouse a bien souvent tourné au rouge sang…”, observait aussi cet esprit universel, laissé pour mort sur les boulevards, par les Allemands le soir de la Libération.

“Il n’est pas un coin de Toulouse…” Tout est dans ces mots-là ! Partant d’un tel constat, ce guide arrive à point nommé. Il remonte, et rassemble les innombrables fils de cette histoire -si proche et si lointaine- que seuls nos aînés ont connue.

Ils sont les derniers témoins et acteurs de cette période mouvementée. Les personnages qui traversent ce livre, certains les ont croisés ou connus, ou ont lutté à leur côté au péril de leur vie.

En nous plongeant dans cet ouvrage, d’une plaque à une stèle commémorative, d’un monument à un autre, ce passé en noir et blanc semble ressurgir, haut en couleurs.

Au fil des rues et des pages, des noms, des légendes défilent : Marcel Langer, Silvio Trentin, le cardinal Saliège, Raymond Naves, François Verdier, Marcel Taillandier, les frères Lion, Achille Viadieu… Autant de noms qui nous sont familiers. Mais déjà recouverts, pour les plus jeunes, par la poussière du temps.

Bénéficiant d’une riche iconographie, cet ouvrage fait revivre au plus profond de nous-mêmes ces destins hors du commun. Oui, à Toulouse, ces êtres furent d’exception. Ils font partie de notre histoire et sont les garants d’un certain idéal de vie et de dignité : celui qui nous permet d’être ce que nous sommes aujourd’hui, celui qu’il nous faut garder au cœur et transmettre.

Jean-Luc MOUDENC
Maire de Toulouse

Il n'est pas un coin de Toulouse qui ne réveille
en moi un souvenir des temps de résistance.
Et non seulement les coins obscurs, écartés,
favorables aux rendez-vous, mais le centre même,
le cœur de Toulouse, cette place du Capitole où
tous les jours, à midi, à l'heure où la plus grande
affluence s'amasse et circule comme les choristes
au premier acte d'un opéra de ce même Capitole,
les agents de liaison et jusqu'aux chefs
se rencontraient, se transmettaient les instructions
et le courrier avec cette désinvolture publique
et goguenarde qui ne fleurit que
dans les pays du soleil.
Et dans les bureaux du Capitole aussi l'audace
régnait : les services de la France Libre étaient
installés et fonctionnaient là au ravitaillement,
et à la police, et partout.
Oui, de tous les coins et recoins de la ville
gracieuse, nonchalante, éloquente et cordiale
les souvenirs se lèvent, et il en est de terribles
qui sont ceux qu'il faudra le moins oublier.
Car le rose de Toulouse
a bien souvent tourné au rouge sang.

Jean Cassou
Bulletin Municipal
Octobre 1944

Toulouse est marquée dans sa chair par une sombre période de notre histoire contemporaine, celle que l'on a appelé les Années Noires. Le régime de Vichy, l'oppression, le fascisme, l'occupation par l'armée allemande, la déportation… Des femmes et des hommes ont révélé un courage exceptionnel dont aujourd'hui encore la ville porte la trace au fil de ses rues.

Cet ouvrage éclaire quelques parcours de vie et de combat dont les murs de Toulouse résonnent encore aujourd'hui. Il a pour seule ambition de permettre à chacun, aujourd'hui, de savoir qui est la personne cachée derrière un nom sur une plaque. Ce n'est pas un livre sur l'histoire de la Résistance à Toulouse mais un guide des plaques commémoratives, des plaques de rues et des lieux emblématiques dans le centre-ville de Toulouse.

Toulouse, terre d'exil et de refuge, a vécu au rythme d'une Résistance multiple, riche et variée, unie dans un idéal commun malgré toutes ses différences. Ce guide en est un aperçu.

Germaine Chaumel 1895-1982

Ce livre est en grande partie illustré par des photographies de Germaine Chaumel, l'une des premières femmes reporter-photographes en France. Toulousaine, elle a immortalisé avec talent et sensibilité les moments forts des Années Noires et de la Libération. Elle fut la marraine de métier du jeune photographe Jean Dieuzaide.

Sommaire

1ère partie : Repères chronologiques

De la défaite à l'occupation allemande ... 8-9
La Résistance s'organise ... 10/11
Toulouse, Terre d'exil… et ville refuge ... 12-13

2ème partie : La Résistance à Toulouse

Mendel Langer ... 16-17
La 35ème Brigade FTP-MOI Marcel Langer ... 18-19
Silvio Trentin ... 20-21
Jean Cassou ... 22-23
Jules Géraud Saliège ... 24-25
Markus Heineken dit "Marcel Hennequin" ... 26-27
François Verdier dit "Forain" ... 28-29
Raymond Naves dit "Leverrier" ... 30-31
Jean Phillipe ... 32-33
Marie-Louise Dissard dite "Françoise" ... 34-35
Maurice Jacquier dit "Ambroise" ... 36-37
Maurice Dide ... 38-39
Pierre Bourthoumieux dit "Bonnard" ... 40-41
Les frères Lion, imprimeurs de la Résistance ... 42-43
Les résistants déportés ... 44-45
Louis Pélissier dit "Carton" ... 46-47
Marcel Taillandier dit "Morhange" ... 48-49
Achille Viadieu dit "Ginou" ... 50-51
Le Lycée de Garçons, pépinière de la Résistance ... 52-53
La dramatique opération des Variétés ... 54-55
Prison Saint Michel, le simulacre de justice de la Milice ... 56-57

3ème partie : L'été de la Libération

L'été 1944 ... **60-61**
Le maquis de Saint Lys ... **62-63**
Le Train Fantôme ... **64-65**
La souricière du 11 rue de la Pomme ... **66-67**
Les F.F.I., Les Forces Françaises de l'Intérieur ... **68-69**
Le départ des allemands ... **70-71**
La Libération de Toulouse 19-20 août 1944 ... **72-73**
La dernière réunion clandestine ... **74-75**
Toulouse libérée ... **76-77**

4ème partie : Les lieux du souvenir

Le siège de la Gestapo ... **80-81**
Les Prisons St-Michel et Furgole ... **82-83**
19-20 août : Cérémonies du souvenir ... **84-85**
Préserver la mémoire ... **86-87**

Annexes

Remerciements ... **89**
Bibliographie indicative ... **91**
Crédit photographique ... **93**
Index ... **94-95**
Repères cartographiques ... **dernières pages**

1ère partie
Repères chronologiques

De la défaite à l'occupation allemande.

La "drôle de guerre"

Pendant neuf mois, de septembre 1939 à mai 1940, il n'y pas de combats. Les soldats français sont en attente, dans une position défensive, derrière la ligne Maginot. Les Allemands déclenchent une offensive fulgurante (Blitzkrieg, la Guerre éclair) le 10 mai 1940. Leur avancée est foudroyante grâce à leur puissance de feu et leur expérience de la guerre moderne (l'aviation allemande s'est entraînée pendant la Guerre d'Espagne). L'armée française est anéantie en 6 semaines. 1 million d'hommes sont faits prisonniers et 200 000 ont été tués.

Collection Germaine Chaumel

Les Français de nouveau mobilisés 20 ans après la "der des der".

L'exode

L'avancée allemande jette des millions de personnes sur les routes. La panique est totale. Le gouvernement français quitte Paris où les nazis arrivent le 14 juin 1940. Désespérés, abasourdis par une telle défaite, les Français font confiance au Maréchal Pétain, chef du gouvernement depuis quelques jours, qui prend la parole le 17 juin 1940 pour appeler à cesser le combat.

Collection Germaine Chaumel.

Toulouse, 1943. Image de la pénurie et des restrictions.

L'armistice

L'armistice est signé le 22 juin 1940. La France est coupée en deux et occupée au nord par l'armée allemande. La partie sud est appelée "zone libre" en réalité zone non-occupée. Les Allemands obligent la France à lui livrer une très grande partie de sa production et des hommes pour travailler dans les usines et les fermes allemandes... La pénurie s'installe dans notre pays.

Le régime de Vichy

Le 10 juillet 1940, au théâtre du casino de Vichy, les parlementaires français, par 569 voix contre 80, votent les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. La République française n'existe plus. Le Maréchal Pétain entend débarrasser la France de tous ceux qu'il juge responsables de la défaite : étrangers, communistes, hommes politiques de la IIIème République, francs-maçons, Juifs... Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire et engage la France dans la voie de la collaboration politique, économique, militaire.

Le travail en Allemagne : la relève

L'Allemagne nazie, "le grand Reich" manque de bras pour son industrie. Les Français sont réquisitionnés. En 1942, Vichy invente **"la Relève"** : en échange de 3 travailleurs français, l'Allemagne libère un prisonnier. Mesure vite jugée insuffisante par les nazis. Le **S.T.O.**, Service du Travail Obligatoire est instauré en février 1943. Tous les Français âgés de 20 à 23 ans sont obligés, sous peine d'arrestation, de partir travailler dans les usines et les fermes allemandes. Mesure impopulaire, elle incite les jeunes hommes à se cacher et rejoindre les maquis.

Vichy : l'état répressif

C'est le règne de la censure et de la pensée unique. Les jeunes, qu'il faut "éduquer", sont envoyés dans des "chantiers de jeunesse", les étrangers sont pourchassés, internés, contrôlés, les partis politiques comme les associations sont dissous...

Un service d'ordre légionnaire est créé en 1942, prémisse à la mise en place de la Milice en 1943. Des groupes paramilitaires constitués de francs-gardes armés sont chargés de lutter contre les ennemis du régime de Vichy.

A l'image du gouvernement de Vichy, des Français empruntent la voie de la collaboration. Certains, attirés par l'appât du gain ou par idéologie, s'engagent aux côtés des nazis et endossent l'uniforme allemand.

Les mesures antisémites

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Devançant les exigences nazies, le gouvernement de Vichy met en place une série de lois contre les Juifs. Dès octobre 1940, les Juifs n'ont plus le droit d'exercer certaines professions ni de fréquenter certains endroits. Ils sont recensés, surveillés, enfermés puis déportés même depuis la zone sud à l'été 1942. 76 000 Juifs, dont 11 000 enfants, furent envoyés par le gouvernement de Vichy vers les camps de la mort. 3% en sont revenus...

Collection Germaine Chaumel.

Toulouse, gare Matabiau. Départ pour la Relève.

Collection Germaine Chaumel.

Toulouse, stade des Sept-Deniers, 1942.

Collection Germaine Chaumel.

Toulouse, rue de Metz.
Défilé des francs-gardes de la Milice.

L'Occupation

Le 11 novembre 1942, la Wehrmacht, l'armée régulière allemande, franchit la ligne de démarcation et occupe la zone Sud. Le débarquement anglo-américain du 8 novembre au Maroc et en Algérie est pris comme prétexte. En quelques jours, les Allemands sont installés.

Immeubles, casernes, grands hôtels et belles demeures sont réquisitionnés. Le couvre feu est instauré de 20 h à 6 h du matin.

La Résistance s'organise.

Un peu partout en France, des femmes et des hommes se révoltent contre la défaite, l'armistice et l'occupation allemande. Vichy et les nazis les appellent "terroristes". Isolés, ils cherchent tout d'abord à rassembler d'autres personnes, de tous horizons, prêtes à franchir le pas vers le combat de l'ombre.

La France Libre

Quand le Général de Gaulle arrive à Londres le 17 juin 1940, il est seul ou presque, il ne dispose d'aucune force mais il se sent investi d'une mission suprême : conduire la France Libre, celle qui ne capitule pas. Peu à peu, les territoires d'outre-mer se rallient, les volontaires arrivent et une armée se reconstitue. Les mois passant, de plus en plus de Français écoutent chaque soir l'émission française de la B.B.C., "les Français parlent aux Français".

Le Général de Gaulle à Londres

Jean Moulin

L'unification de la Résistance

En France, territoire occupé, l'unité des combattants fait encore défaut. De Gaulle charge Jean Moulin, préfet révoqué par Vichy, de la réaliser. Celui-ci, parachuté le 1er janvier 1942, travaille dans l'ombre au rassemblement des forces éparses de la Résistance intérieure. C'est sous l'autorité de Jean Moulin que, dans la région, François Verdier rassemble les groupes, mouvements et réseaux de résistants au sein des Mouvements Unis de la Résistance en 1943. L'action de Jean Moulin aboutit à la création du Conseil National de la Résistance (C.N.R.) le 27 mai 1943 à Paris. Moins d'un mois plus tard, Jean Moulin est arrêté sur dénonciation à Caluire (Rhône) au cours d'une réunion clandestine. Torturé par la Gestapo, il meurt, sans avoir parlé, dans son convoi de déportation.

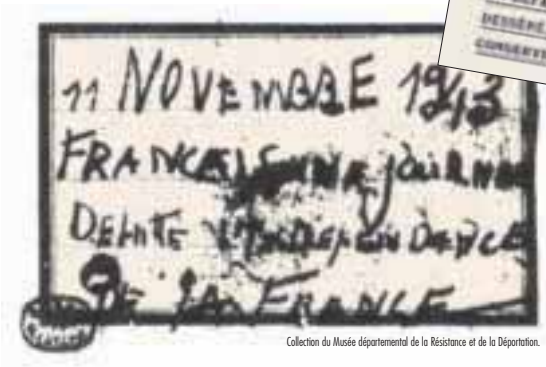
Informer et faire réagir

L'information est tronquée, contrôlée par les Allemands. Pour les premiers opposants, le but est d'abord de faire prendre conscience de la réalité. Tous les moyens sont utilisés, des petits tracts patriotiques écrits à la main aux tracts et journaux qui circulaient clandestinement, appels à la lutte et à la révolte.

TRAVAILLEURS

sabotez la production de guerre allemande

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.


11 NOVEMBRE 1943

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

NE DIS PAS...

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

S'organiser et agir

La Résistance s'est organisée sous deux formes principales :

Les Réseaux

Les Réseaux de Résistance étaient des structures constituées secrètement sur le modèle militaire. Le réseau comptait un nombre restreint de personnes. Son but principal : la recherche de renseignements pouvant être utiles aux Alliés et nuisibles aux nazis. Elle est aussi engagée dans l'organisation d'actions de sabotage ou de passages de personnes. A Toulouse et dans le département, après quelques tentatives limitées, la première organisation, le réseau "Bertaux", se monte en mars 1941. D'autres réseaux se créent pour organiser le passage de jeunes gens voulant rejoindre la "France Libre" ou le retour au combat de pilotes alliés abattus.

Les Mouvements

A l'inverse des réseaux dont l'efficacité dépend du nombre limité de ses membres, les Mouvements de Résistance sont des organisations "de masse" susceptibles de faire évoluer l'opinion. A Toulouse s'implantent des antennes des grands mouvements comme "Libération", "Combat" ou "Franc-Tireur" qui publient leurs propres journaux. Le Midi toulousain devient pour la clandestinité la "Région R4".

Toulouse Terre d'exil... et ville refuge.

L'installation des régimes fascistes en Europe, la montée de la violence et de la haine contre les opposants et les minorités dans l'Italie de Mussolini, l'Allemagne d'Hitler et l'Espagne de Franco ont poussé sur les routes de l'exil beaucoup d'habitants de ces pays. Ces hommes et ces femmes, de tous milieux, de toutes conditions, trouvent asile dans la région. Ils viennent chez nous, conscients du danger qui menace l'Europe entière, parce que l'expérience de ces régimes de haine est le sombre bagage qu'ils traînent avec eux.…

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Famille d'Italiens installés dans le Gers.

Janvier 1939, la Retirada...

Les Républicains espagnols traversent les Pyrénées. En moins d'un mois, près de 350 000 civils et militaires, ayant pu échapper à Franco, se réfugient en France. Ils sont parqués dans des camps, employés dans des chantiers de travail sans être payés... Ceux qui semblent les plus véhéments sont internés au camp répressif du Vernet d'Ariège. Les Républicains espagnols, aguerris par trois années de guerre civile, s'organisent rapidement et mettent en place à partir de 1943 des groupes armés organisés : les Guérilléros. Certains intègreront également d'autres organisations de Résistance, à l'image de Francisco Ponzan Vidal, instituteur libertaire, qui mit son courage et son expérience des montagnes au service des réseaux d'évasion.

Collection Germaine Ormières.

Soldats républicains fouillés par les gendarmes français à la frontière pyrénéenne.

Mai juin 1940, l'Exode...

La progression des nazis en Belgique et dans le nord de la France a soulevé un immense mouvement de panique dans la population. Des centaines de milliers de civils partent en direction du Sud. Toulouse accueille dès lors un très grand nombre de réfugiés. Toulouse fut une ville surpeuplée pendant les Années Noires.
Ville refuge, Toulouse devient logiquement une ville de passage vers l'Espagne et Gibraltar, pour Londres ou Alger.

Quelques organisations humanitaires prennent en charge les premières victimes de l'Exode : les enfants.

Plaque située Boulevard de Strasbourg.

Collection Germaine Chaumel.

Ici des réfugiés belges place St-Etienne.

Collection Germaine Chaumel.

Toulouse organise l'aide aux réfugiés.

2ème partie
La Résistance à Toulouse à travers les plaques de rues et les statues commémoratives du centre-ville

Mendel Langer.

1903-1943

Militant ouvrier, polonais (d'où son prénom Mendel "francisé" Marcel), plusieurs fois exilé, il a organisé les premières actions militaires contre l'occupant nazi à Toulouse. Arrêté pour transport d'explosifs, il est condamné à mort par la justice française. Résistant étranger, il crie "Vive la France" avant d'être guillotiné à la Prison Saint Michel.

Du Tribunal spécial de Toulouse
UN JUIF POLONAIS
est condamné
A MORT
pour détention d'explosifs

Mendel Langer est jugé par un "Tribunal spécial" mis en place par le gouvernement de Vichy. Le réquisitoire du procureur est sans appel. Cet homme est condamné à mort, pour l'exemple, pour avoir transporté des armes. Pour le procureur, Mendel Langer avait surtout le tort d'être étranger, juif, communiste et résistant.

Le procureur fut exécuté quelques mois plus tard par les membres de la 35ème brigade.

Lettre à sa femme Rosita, rencontrée pendant la guerre d'Espagne. Ils eurent une fille que Mendel Langer n'a jamais connue. Retrouvées en 1984 par l'amicale de la 35ème brigade, elles ont pu venir pour la première fois sur sa tombe au cimetière de Terre-Cabade (photo ci-contre).

Une personnalité forgée dans l'exil

Né en Pologne, Mendel Langer a connu l'exil dès son enfance. Ses parents ont dû fuir les persécutions antisémites en Pologne. Réfugié en Palestine, Mendel Langer milite très tôt pour la cause ouvrière. Combattant la colonisation britannique en Palestine, il est exilé en 1931. Il se réfugie en France, à Paris, puis à Toulouse en 1933. Ouvrier, il intègre un organisme regroupant les ouvriers étrangers installés en France, appelé M.O.I. (Main d'Oeuvre Immigrée).

L'engagement dans la Résistance française

Son expérience de la guérilla lui permet d'organiser un groupe de jeunes femmes et jeunes hommes de toutes nationalités décidés à lutter activement contre l'occupation allemande. Ce groupe prend le nom de 35ème Brigade FTP-MOI. C'est au cours d'une opération discrète que Langer est arrêté. Le 6 février 1943, il attend sur le quai de la gare Sainte Agne l'arrivée du train des Pyrénées. Une personne, agent de liaison, doit lui remettre discrètement une valise contenant des bâtons d'explosifs. Un gendarme a remarqué cet homme qui attend sur le quai... Il le surveille et l'observe prendre la valise. Il l'interpelle aussitôt, Langer tente de s'enfuir, puis d'expliquer, mais le gendarme ne veut rien entendre et le conduit au commissariat de police.

Le jugement de l'Etat français

Mendel Langer y est interrogé, frappé et torturé par la police française mais refuse de révéler la provenance et la destination des 60 bâtons d'explosif trouvés dans sa valise. Conduit à la prison Saint Michel, il est jugé le 11 mars 1943. Sa brigade est parvenue à lui trouver un bon avocat mais qui reste impuissant face au réquisitoire implacable du procureur qui réclame la mort. Malgré les tentatives de recours, Mendel Langer est guillotiné dans la cour intérieure de la prison Saint Michel à l'aube du 23 juillet 1943.

LE COMBAT POUR LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

Militant et combattant convaincu, il s'engage, au moment de la Guerre d'Espagne, dans les Brigades Internationales. Il se bat pendant deux ans aux côtés des Républicains espagnols, jusqu'au retrait des brigades en novembre 1938. Le retour en France est difficile, Langer laisse en Espagne la jeune femme qu'il vient d'épouser. Embarqué dans le flot des soldats républicains, il est interné au camp répressif du Vernet d'Ariège. Remis en liberté (ou évadé ?), il rejoint Toulouse et la M.O.I. et se fait embaucher comme ouvrier aux Ateliers Mécaniques du Midi.

Tableau du peintre GLEB. Collection du Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation.

La 35ème Brigade FTP-MOI Marcel Langer.

Polonais, Italiens, Hongrois, Russes, Yougoslaves, Allemands, Français, Juifs, Catholiques... étudiants, ouvriers, agriculteurs, mineurs...
Les membres de la 35ème brigade, parmi lesquels beaucoup de jeunes devinrent des spécialistes de la guérilla urbaine.

Toulouse, février 1943. Un camion allemand grenadé par la Brigade place du Capitole.

La Guérilla urbaine.

La 35ème Brigade FTP-MOI Marcel Langer était composée de membres de la MOI (Main d'Œuvre Immigrée) et de FTP (francs-tireurs et Partisans). Sabotages de centrales téléphoniques, destructions de pylônes et de matériels utiles aux Allemands, attaques à la grenade de véhicules de la Wehrmacht, destruction à la bombe d'immeubles et locaux occupés par les Allemands, exécutions de miliciens... Toutes ces actions contribuèrent à créer un climat d'insécurité pour l'armée allemande et leurs collaborateurs trop zélés.

Leur situation d'étranger était déjà en soi une raison d'être arrêté. Toutes leurs actions, qualifiées par Vichy et les Allemands de "terrorisme", de la distribution de tracts au sabotage, leur faisait courir le même risque : l'arrestation, la déportation ou la mort. S'attaquer ouvertement aux Allemands et aux forces répressives de Vichy engendra de nombreuses pertes au sein de la brigade plusieurs fois décimée… et reconstituée.

Boris Frenkel.

1922-1944

Le soir de la mort de Mendel Langer, Boris Frenkel, étudiant en médecine, exécute un soldat allemand rue Bayard à Toulouse.
Boris Frenkel est arrêté le 25 août 1943 à Toulouse. Il est intercepté alors qu'il vient d'exécuter un avertissement à l'encontre d'un franc-garde de la Milice. Il est jugé par la Cour spéciale de justice de Toulouse en février 1944. Ses juges le condamnent "prudemment" à 20 ans de travaux forcés pour meurtre. Mais livré aux Allemands, il est déporté et meurt au camp de Mauthausen en mars 1945.

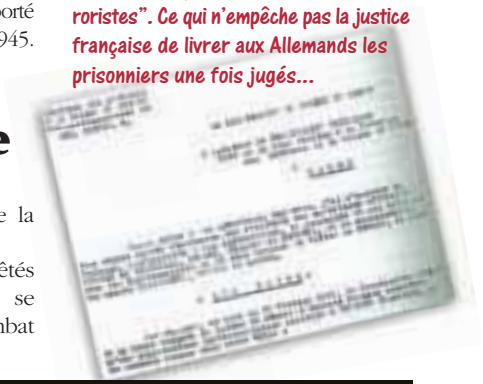
Printemps 1944 : la police démantèle la brigade.

En avril 1944, une minutieuse enquête de la police française neutralise la 35ème Brigade.
Une grande partie de ses membres sont arrêtés et tous déportés. Néanmoins la brigade se reconstitue et parvient à poursuivre le combat jusqu'à la Libération.

MENDEL LANGER, VENGÉ PAR SA BRIGADE

M Pierre LESPINASSE
tombe victime
d'un attentat

Enzo Lorenzi est désigné pour exécuter après avertissement, via Radio Londres, l'avocat général (procureur) le 10 octobre 1943. C'était un message clair de la Résistance pour la sanction que cet homme avait réclamée avec acharnement contre Mendel Langer. Le message a été entendu par les juristes toulousains qui jugent par la suite avec plus de clémence les "terroristes". Ce qui n'empêche pas la justice française de livrer aux Allemands les prisonniers une fois jugés…



Silvio Trentin.
1885-1944

Du refus du fascisme à la Résistance

Opposant résolu à Mussolini, Silvio Trentin, député italien, s'exile dès 1926 dans notre région. C'est à Toulouse en 1934, dans l'arrière salle de sa petite librairie de la rue du Languedoc que naîtra un mouvement de Résistance unique en France. Le combat d'une vie : "Libérer et Fédérer".

Plaque au 46 rue du Languedoc.

En 1942, le mouvement de Résistance "Libérer et Fédérer" se créée autour de Silvio Trentin et de l'élaboration d'un journal clandestin.
Le journal était publié grâce à un réseau de personnes de bonne volonté pour imprimer, porter, cacher les exemplaires, les diffuser.
Le mouvement s'organise solidement, en contact direct avec les Britanniques. Des groupes de résistants peuvent être équipés et armés par des parachutages et en 1944 des maquis sont créés dans tout le département.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

L'exil

Universitaire, Professeur de droit, élu député en 1919 au parlement italien, Silvio Trentin était un défenseur convaincu de la nécessité d'unir les pays européens au sein de ce qu'il appelait les "Etats-Unis d'Europe". Quand Mussolini arrive au pouvoir, il est contraint à l'exil. Comme nombre de ses compatriotes, il trouve refuge dans le Gers où il s'installe dans une ferme avec toute sa famille.

Silvio Trentin et sa famille dans le Gers où ils se sont réfugiés en 1926.

La Librairie de Silvio Trentin au 46 rue du Languedoc.

Contre le fascisme, fédérer les nations d'Europe

Après huit années à la campagne, Silvio Trentin parvient à ouvrir une petite librairie rue du Languedoc. Elle devient rapidement le lieu de débats, de réunions, de rencontres des intellectuels réfugiés à Toulouse. Professeurs, scientifiques, philosophes, écrivains, journalistes et syndicalistes viennent écouter Silvio Trentin, fin analyste des méthodes des fascistes et des luttes pour la liberté.

Après la défaite et sous le régime de Vichy, Silvio Trentin ne baisse pas les bras et ses discours encouragent la poursuite du combat et les actions de résistance. Ses idées d'union dans la lutte contre le fascisme sont construites autour de la fédération des nations dans un idéal commun.

L'engagement jusqu'au bout

Silvio Trentin était un précurseur en matière d'union des pays pour lutter contre toutes les formes de fascisme. Ses idées sont partagées et suscitent la création du mouvement de Résistance unique, "Libérer et Fédérer" en juillet 1942. Tout d'abord faire connaître leur combat, informer, montrer qu'un combat existe. La chute de Mussolini décide Silvio Trentin à rentrer en Italie afin d'y poursuivre le combat en septembre 1943. Il organise la résistance en Italie du Nord contre les Allemands et leurs alliés fascistes. Il est arrêté à Padoue aux côtés de son fils. Ils sont emprisonnés et relâchés faute de preuve.

Mais les conditions de sa détention ont gravement dégradé son état de santé. Silvio Trentin meurt à Trévise le 12 mars 1944, sans avoir vu la libération de son pays ni l'accomplissement de ce qu'il chérissait.

Silvio Trentin pendant la guerre.

Jean Cassou.
1897-1986

Ecrivain et poète aux origines béarnaise et andalouse, c'est un intellectuel de la génération d'Aragon, d'Eluard et de Sartre. Engagé dans le combat contre les fascistes dès 1940 à Paris, il est poursuivi par la police et se réfugie à Toulouse. Homme au charisme incontestable, forçant le respect, De Gaulle le choisit pour incarner son autorité dans la région toulousaine après la Libération.

Buste de Jean Cassou au Jardin des Plantes.

De Paris à Toulouse

Conservateur au musée du Luxembourg à Paris, il participe aux opérations d'évacuation des objets d'art du patrimoine national. En septembre 1940, il est démis de ses fonctions par le gouvernement de Vichy. Profondément anti-fasciste, il entre dans le combat clandestin à Paris, mais son réseau, le Groupe du Musée de l'Homme, est démantelé par la Police. Sept résistants sont fusillés.
En avril 1941, Jean Cassou parvient à s'enfuir. Il passe la ligne de démarcation et rejoint Toulouse. Là, il retrouve très vite le chemin du combat contre le fascisme. Il devient un habitué de la librairie de Silvio Trentin et s'engage dans un petit groupe de résistance, le "Réseau Bertaux".

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Clichés anthropométriques, 1941.
Pierre Bertaux (en haut) - Jean Cassou (en bas)

Enfermé "au secret"

La police démantèle le réseau Bertaux et, cette fois, Jean Cassou n'y échappe pas. Il est arrêté en décembre 1941 avec ses camarades. Enfermés à la prison militaire de Furgole, ils sont mis au secret en attendant leur jugement. C'est du fond de son cachot que Jean Cassou conçoit sans papier ni crayon ses "33 sonnets composés au secret" publiés début 1944 sous le nom de Jean Noir avec une préface de François La Colère (Aragon). Les membres du réseau sont jugés en juillet 1942 par un tribunal militaire français. Jean Cassou est condamné à un an de prison. Certains de ses camarades dont Francisco Nitti subissent une autre peine en raison de leur nationalité et sont internés au camp du Vernet d'Ariège.

Le combat jusqu'à la Libération

Libéré en juin 1943, Jean Cassou reprend la lutte clandestine au sein des Mouvements Unis de la Résistance. Après la disparition de François Verdier, il est désigné pour lui succéder comme Commissaire de la République pour la région de Toulouse. Il est chargé par le Général de Gaulle de préparer l'après libération : combler de manière organisée le vide laissé par l'administration de Vichy, choisir les nouveaux préfets issus de la Résistance pour le rétablissement de la République.
Mais la présence nazie à Toulouse reste dangereuse jusqu'à la fin.
Blessé grièvement dans la nuit du 19 au 20 août 1944, il est laissé pour mort par les Allemands. Dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions de Commissaire de la République, il est remplacé le jour de la Libération par Pierre Bertaux.

Collection Jean Dieuzaide.

Jean Cassou, 19 août 1945 :
1ère cérémonie commémorative de la Libération de Toulouse.

Jules Géraud Saliège.

1870-1956

"Les juifs sont des hommes, les juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre ces hommes, contre ces femmes".

Face à l'innommable, un acte courageux : la lettre de l'archevêque de Toulouse en août 1942 est l'un des très rares actes de protestation contre la déportation et les conditions inhumaines infligées aux civils de confession juive. La lettre fut reproduite par la Résistance et eut un retentissement bien au-delà de la région toulousaine.

LIBÉRATION

publie le texte de la lettre pastorale adressée aux fidèles de son diocèse par S. E. Monseigneur SALIÈGE, Archevêque de Toulouse.

« Mes très chers Frères, il y a une morale chrétienne, il y a une morale humaine qui impose des devoirs et reconnaît des droits. Ces devoirs et ces droits tiennent de la nature humaine. Ils viennent de Dieu. On ne peut les violer. Il n'est au pouvoir d'aucun mortel de les supprimer. Que des enfants, que des femmes, des pères et des mères soient traités comme un vil troupeau, que des membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle. Pourquoi le droit d'asile de nos églises n'existe-t-il plus ? Pourquoi sommes-nous dépouillés ? Seigneur, ayez pitié de nous. Notre Dame priez pour la France. Dans notre diocèse des scènes d'épouvante ont lieu dans les camps de Noé et de Récébédou. Les juifs sont des hommes, les juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre ces hommes et contre ces femmes. Un Chrétien ne peut l'oublier. France, patrie bien aimée, France qui porte dans la conscience de tous les enfants la tradition du respect de la personne humaine, France chevaleresque et généreuse, je ne doute pas, tu n'es pas responsable de ces horreurs. Recevez mes Frères l'assurance de mon affectueux dévouement. » Jules Géraud SALIÈGE, Archevêque de Toulouse.

Vichy a interdit la lecture au chaire de ce texte. La censure des zones du diocèse de Toulouse a fait, en même temps que la lettre pastorale, le texte de l'interdiction de Vichy.

LIBÉRATION.

(Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Tract du mouvement de Résistance Libération.

Buste du Cardinal Saliège à la cathédrale St-Etienne.

Le Journal LIBÉRATION publie le texte de la lettre pastorale adressée aux fidèles de son diocèse par S.E. Monseigneur Saliège.

La lettre pastorale

Au mois d'août 1942, les premiers convois de détenus internés dans les camps de Noé et du Récébédou partent pour l'Allemagne.
L'Archevêque est informé du spectacle lamentable et déchirant des familles séparées, bousculées, entassées dans des wagons à bestiaux par des gendarmes français sur le quai de la gare de Portet-sur-Garonne.
Monseigneur Saliège s'insurge et réagit. Il rédige une lettre pastorale dont il ordonne la lecture par tous les prêtres du diocèse à la messe du dimanche 23 août 1942.
Le gouvernement de Vichy, par l'intermédiaire du préfet, tente de dissuader les curés de lire cette lettre. Mais Monseigneur Saliège refuse d'obéir et ordonne de nouveau la lecture de sa lettre pastorale aux curés qui ne l'avaient pas lue à la messe précédente. Le retentissement de cette déclaration est considérable, la radio de Londres la fait même diffuser sur les ondes.
L'attitude courageuse de l'archevêque de Toulouse comme celle de Monseigneur Théas, évêque de Montauban, apparaissent comme des manifestations exceptionnelles de l'esprit de Résistance au sein même de la hiérarchie catholique.

L'ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE

Prêtre depuis l'âge de 25 ans, Jules Géraud Saliège s'engage en 1914. Il rejoint le front comme aumônier militaire pour soutenir les soldats au fond de leurs tranchées. Il est nommé archevêque de Toulouse en 1928. Après la défaite de 1940, Monseigneur Saliège écoute avec attention le vieux maréchal et comme la grande majorité des Français, il se laisse guider. Mais il semble rapidement indigné par la législation répressive et totalitaire à l'égard des Juifs.

Les paroles et les actes

Cette prise de conscience conforte Monseigneur Saliège dans son choix d'aider les juifs, adultes et enfants, contre les persécutions du gouvernement de Vichy. Confection de faux papiers, mise à l'abri dans la région toulousaine, Monseigneur Saliège ne se limite pas au message pastoral. Il organise activement l'aide aux familles juives. Le 9 juin 1944, la police allemande vient l'arrêter à son domicile pour le déporter (convoi des "déportés d'honneur") mais compte tenu de son âge et de son état de santé, la Gestapo y renonce. Après la guerre, Jules Saliège fut élevé au rang de Compagnon de la Libération et figure parmi les "Juste des Nations".

Collection Germaine Chaumel.

L'archevêque Saliège à la Libération. Il fut nommé Cardinal en 1946.

Markus Heineken, dit “Marcel Hennequin”.

Résistant allemand, il aide l’archevêque Saliège à cacher des Juifs et leur fabriquer de faux papiers. Dénoncé, il est tué dans son lit, à l’aumônerie de l’Archevêché.

D’origine allemande, Marcel Hennequin, en réalité Markus Heineken est le premier à occuper l’aumônerie de l’Archevêché, située Allée des Demoiselles. En compagnie d’un résistant espagnol, il y fabriquait de faux papiers imprimés chez les Frères Lion. Il s’agissait de faux certificats de baptême pour les familles juives protégées par Monseigneur Saliège. Ses activités éveillèrent les soupçons dans le quartier et la Gestapo fut mise au courant. Elle décide de perquisitionner l’aumônerie et enfonce la porte le 10 mars 1944. Surpris dans son lit, Markus tente d’attraper ses lunettes soigneusement rangées sous l’oreiller, pour voir ce qui se passe. Mais le soldat allemand présent interprète ce geste comme dangereux et tire sur Markus qui est tué sur le coup.

Aumônerie de l’Archevêché Allée des Demoiselles.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Pour les juifs traqués, il était indispensable de trouver de nouveaux papiers sans le tampon “JUIF” figurant à l’encre rouge.

Juste des Nations

Le titre de “Juste parmi les Nations”, distinction la plus haute de l’Etat d’Israël à titre civil, est décernée par le Mémorial Yad Vashem à Jérusalem. Le titre est destiné aux personnes non-juives qui, pendant la Seconde Guerre mondiale et la Shoah, ont aidé des Juifs en danger, au péril de leur propre vie, dans un total désintéressement.

Le titre de Juste des Nations est décerné sur la foi de témoignages des personnes sauvées ou de témoins oculaires et documents fiables. L’instruction du dossier peut prendre beaucoup de temps et s’avérer parfois impossible faute de preuves de ces actes courageux.

“Quiconque sauve une vie, sauve l’humanité toute entière”

Chaque année, des personnes reçoivent ce titre lors d’une cérémonie organisée par le comité français de Yad Vashem.

Créé en 1953, le Mémorial de Yad Vashem est situé sur la colline du Souvenir à Jérusalem. Il a pour but de perpétuer la mémoire des six millions de Juifs assassinés par les nazis et leurs complices, ainsi que celle des actes d’héroïsme.

Stèle recensant l’ensemble des Justes des Nations des 8 départements de la région Midi-Pyrénées inaugurée en février 2003 au Jardin des Plantes. En 1969, Monseigneur Saliège fut le premier à être honoré de ce titre en Haute-Garonne.

François Verdier, dit "Forain".

1900-1944

A l'image de Jean Moulin au niveau national, François Verdier est celui qui en 1943 parvient à unifier les multiples groupes de Résistance de la région.
Dénoncé, arrêté, torturé par la police allemande, il meurt lâchement assassiné en forêt de Bouconne, sans avoir livré un seul de ses secrets.

Derrière le commerçant affable et bon vivant se cache une puissante personnalité très tôt engagée dans le combat humaniste, à travers la Ligue des Droits de l'Homme et dans le soutien actif aux Républicains espagnols.
C'est sous le pseudonyme de "Forain", clin d'œil à sa profession de commerçant en machines agricoles, qu'il entre dans le combat débutant de la Résistance.

Après la défaite française et l'installation du régime de Vichy, François Verdier se voit confisquer son siège au Tribunal de Commerce en raison de son appartenance à la franc-maçonnerie. En 1940 il entre dans le combat de la Résistance par l'intermédiaire d'un confrère qui partage ses idées, Roger Bataille. Ses premières actions se font au sein d'un petit groupe appelé "Vérité", créé pour informer la population comme anesthésiée.

Forain, le Chef régional de la Résistance

Après l'invasion de la Zone Sud par les nazis (novembre 1942), l'heure est à l'organisation pour la Résistance. Au niveau national, Jean Moulin prépare la création des Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R.), qu'il faut concrétiser sur le terrain. La tâche n'est pas simple dans la région : les groupes de Résistance sont éparpillés, cachés, leur sécurité exigeant une grande discrétion, composés d'une extrême diversité de personnalités et d'engagements. Il fallait un homme admis et respecté de tous pour conduire vers l'unité des groupes si différents. En juin 1943, Forain est désigné par le Général de Gaulle responsable des M.U.R. en R4. Tout est à faire. Il doit d'abord choisir les personnes de confiance, puis organiser et coordonner dans la plus grande discrétion les informations et les actions, le renseignement et le contact avec les Alliés, le recrutement et la gestion quotidienne des résistants passés dans la clandestinité… Tout en maintenant un semblant de vie normale.

Décembre 1943, "l'opération de Minuit"

Depuis quelques semaines, la police allemande, la Gestapo, prépare dans le plus grand secret une vaste opération contre la Résistance régionale. Un coup d'éclat dans cette guerre de l'ombre… Verdier est arrêté chez lui dans la nuit du 13 au 14 décembre 1943. Au même moment, dans tout le département, les Allemands surprennent à leur domicile plus d'une centaine de personnes. Cette opération, soigneusement préparée par la Gestapo avait pour nom de code "l'Opération de Minuit". Enfermé à la prison Saint Michel pendant un mois et demi, il est interrogé avec acharnement, torturé par des officiers nazis déterminés parce qu'ils savent qui est entre leurs mains. Mais Forain ne parle pas. Malgré les pires sévices, malgré les pressions psychologiques -sa femme est arrêtée et déportée- François Verdier ne délivre aucun de ses secrets.

Dessin de François Verdier de la prison St-Michel, où il fut emprisonné pendant plus d'un mois et demi, entre les séances de torture perpétrées au siège de la Gestapo.

Monument en mémoire de François Verdier en forêt de Bouconne où une cérémonie a lieu chaque dernier dimanche de janvier. En mémoire de son combat et de son courage, une station du métro toulousain sera baptisée François Verdier Forain.

Forêt de Bouconne, 27 janvier 1944

Son statut de chef de la Résistance régionale et l'absence de révélations auraient dû le conduire en Allemagne ou à Paris. C'est étrangement en forêt de Bouconne qu'il est discrètement conduit par la Gestapo.
Le long d'un chemin isolé, ses bourreaux l'exécutent d'une balle dans l'abdomen. Peut-être pour effacer toutes traces de leur barbarie ou au contraire pour accentuer le degré d'horreur, les deux policiers de la Gestapo font exploser la tête du chef de la Résistance avec une grenade. Son corps est découvert le jour même par un garde forestier alerté par le bruit de la détonation. Aucune arrestation ne suivit la mort de Forain, ce qui a permis à son organisation de tenir jusqu'à la Libération, sept mois plus tard.

Raymond Naves, dit “Leverrier”.

1902-1944

Professeur, il entre dans le combat clandestin aux côtés des ses étudiants avant de prendre la tête de l’organisation militaire de la Résistance dans la région. Chef charismatique du Parti socialiste clandestin, il avait été choisi pour être le maire de Toulouse après la victoire. Malgré le danger, Raymond Naves refuse d’abandonner ses élèves et continue d’enseigner. Arrêté sur le chemin de la Faculté de Lettres par la Gestapo, il meurt à Auschwitz en mai 1944.

Un enseignant humaniste et pacifiste

Raymond Naves était professeur à la Faculté de Lettres de Toulouse, spécialiste du 18ème siècle. Lieutenant de réserve, il est mobilisé en septembre 1939. Malgré ses convictions pacifistes, il part rejoindre le front. La rapidité de la défaite, l’esprit de capitulation, l’affectent profondément lorsqu’il réintègre son poste à la rentrée 1940. Ses cours sur le Siècle des Lumières lui permettent de parler de liberté et de respect de la personne à une heure où ces notions sont bannies de la société.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

LE POPULAIRE

Avec l’aide d’Henri Docquiert, son secrétaire, Raymond Naves met en place un journal clandestin “le Populaire du Sud-Ouest”. Raymond Naves en donne l’esprit dans l’éditorial. Le journal est clandestinement imprimé chez les frères Lion.

UN GRAND CHEF DE LA RÉSISTANCE

En 1941, Raymond Naves prend la tête d'une petite organisation politique clandestine avec des socialistes souhaitant rompre avec les parlementaires qui avaient voté pour Pétain en juillet 1940. Des réunions de quelques personnes se tiennent discrètement dans les arrières boutiques du centre de Toulouse. Progressivement, les contacts se font avec d'autres organisations de Zone Sud et avec les Anglais. Raymond Naves organise dans la région le mouvement "France au Combat", intégré par la suite au sein de l'Armée Secrète.

Choisi pour être le maire de Toulouse libérée

En 1943, les responsables de la Résistance le choisissent comme futur maire de Toulouse à la Libération. Après l'arrestation de François Verdier, Raymond Naves est convoqué à Paris où il se voit confier l'organisation militaire et la coordination des mouvements de Résistance dans la région. De retour à Toulouse, alors qu'il devrait entrer dans une complète clandestinité pour se protéger, il continue d'enseigner, ne voulant pas abandonner ses étudiants à quelques mois des concours... Au matin du 24 février 1944, il se dirige à pied vers la Faculté de Lettres… Il est arrêté dans la rue par deux agents de la Gestapo. Conduit à la prison St-Michel, il est transféré à Compiègne. Raymond Naves fut déporté au camp d'Auschwitz où il meurt le 15 mai 1944.

Plaque fixée à l'entrée du lycée Raymond Naves, route d'Albi.

Vive la Liberté !

Refusant le régime de Vichy et la collaboration, il participe en 1941 au groupe "Vive la Liberté" formé de jeunes étudiants. Ce groupe publie une revue clandestine tirée à 300 exemplaires. Le groupe est démantelé par la police en décembre 1941, ses quatre animateurs sont arrêtés et sévèrement condamnés.

Jean Phillipe.
1905-1944

Jean Phillipe est l'un des très rares hauts fonctionnaires de police en France à avoir eu une attitude aussi courageuse pendant l'occupation.

Commissaire de Police, Jean Phillipe démissionne en écrivant à sa hiérarchie : "je refuse… de persécuter des israélites qui, à mon avis, ont droit au bonheur et à la vie, aussi bien que Monsieur Laval lui-même". Chef régional du réseau Alliance, il est capturé par les SS et fusillé le 1er avril 1944 à Fribourg avec 14 membres de son réseau.

La Lettre de démission du Commissaire Phillipe.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

"Toulouse, le 13 janvier 1943,
Monsieur le Commissaire central.

J'ai le regret de vous rendre compte de ce que la politique actuellement suivie par notre gouvernement n'étant pas conforme à mon idéal, je ne saurais désormais servir avec fidélité.
Je refuse -et sous mon entière responsabilité- de persécuter des israélites qui, à mon avis, ont droit au bonheur et à la vie, aussi bien que M. Laval lui-même. Je refuse d'arracher, par la force, des ouvriers français à leur famille : j'estime qu'il ne nous appartient pas de déporter nos compatriotes et que tout français qui se rend complice de cette infamie, se nommerait-il Philippe Pétain, agit en traître.
Je connais l'exacte signification des mots que j'emploie.
En conséquence, j'ai l'honneur de vous informer de ce que, par le même courrier, ma démission est transmise à Monsieur l'Intendant Régional de Police.
Permettez-moi de vous exprimer ma gratitude pour l'extrême bienveillance dont vous fites toujours preuve à mon égard et veuillez agréer l'expression de mon respectueux dévouement.

Signé : Phillipe,
Ex-commissaire du 7ème arrondissement"

Le Réseau Alliance

Il entre rapidement en relation avec des membres du réseau Alliance. Ce réseau s'est créé en octobre 1940 dans la région de Pau avec des officiers militaires et des policiers déçus par Vichy. Le réseau transmet des renseignements à Londres par des postes émetteurs qui lui ont été envoyés et met en place des filières d'évasion. Marqué par de nombreuses arrestations, le réseau continue néanmoins à prospérer et s'étend désormais à tout le territoire. A partir de juillet 1941, le réseau est dirigé, à l'insu des Anglais, par une femme, Marie-Madeleine Fourcade.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Originaire de Lyon, Jean Phillipe est commissaire au Creusot en Bourgogne. Lorsque la guerre éclate, il est envoyé dans l'infanterie coloniale jusqu'à l'armistice de juin 1940. Revenu à la vie civile, il est affecté au commissariat de police de Lourdes et entre de suite en relation avec les premiers groupes de Résistance.

Un commissaire de police au service de la Résistance

Jean Phillipe assure la direction du réseau Alliance dans la région. Muté de Lourdes à Toulouse, il prend la direction du commissariat du 7ème arrondissement. Sa place lui permet d'être au cœur du dispositif vichyste et de pouvoir prévenir à temps de nombreux résistants menacés d'arrestation. En janvier 1943, le commissaire Phillipe refuse d'obéir aux consignes de Vichy concernant l'arrestation systématique des Juifs. Il démissionne plutôt que de livrer aux Allemands la liste de tous les Juifs recensés à Toulouse. Il s'installe alors dans le Tarn-et-Garonne où il continue de coordonner les actions du réseau Alliance. Mais l'imprudence de deux agents de liaison le fait repérer. Il est arrêté le 28 janvier 1943 par la police allemande.

La fin tragique du réseau

Après des interrogatoires violents au siège de la Gestapo de Toulouse, il est envoyé à Paris. D'autres camarades du réseau ont aussi été arrêtés. Envoyé à Fribourg, Jean Phillipe comparaît devant un tribunal militaire allemand qui le condamne à mort. Il est fusillé le 1er avril 1944 avec 14 autres membres du réseau Alliance. Sa femme fut quant à elle déportée en Allemagne. En septembre 1944, 108 membres d'Alliance sont massacrés par les SS au camp de Struthof.

Marie-Louise Dissard, dite “Françoise”.

1881-1957

Résistante de la première heure, militante révoltée et insoumise, Marie-Louise Dissard, fut l’une des rares femmes en France à avoir dirigé un réseau de Résistance. Cerveau d’un des plus importants réseau d’évasion de la région, elle fit sans arrêt preuve de courage, d’ingéniosité, de sang-froid et d’audace pour faire passer les Pyrénées à des centaines d’aviateurs alliés.

Collection Jean Dieuzaide.

Avertissement très explicite...qui ne mentionne pas les femmes. Habile et rusée, "Françoise" a su utiliser son aspect physique et sa condition de femme âgée pour tromper allègrement les Allemands.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Femme exceptionnelle d’indépendance, Marie-Louise Dissard a beaucoup contribué à l’émancipation des jeunes filles par l’apprentissage. Un lycée professionnel porte son pseudonyme de résistante, “Françoise”, depuis 1957.

Un dévouement complet à la Résistance

Marie-Louise Dissard commence son combat en diffusant des journaux et des tracts gaullistes. Sous le pseudonyme de "Victoire", elle récolte des renseignements pour le réseau Bertaux. Mais, en décembre 1941, le réseau est disloqué par la police. Tous ses membres sont arrêtés et emprisonnés à la prison militaire de Furgole. Marie-Louise Dissard se débrouille alors pour apporter régulièrement des colis de ravitaillement à ses camarades enfermés. Très active et toujours aussi déterminée, elle entre en contact avec le réseau d'évasion Pat O'Leary, à la recherche de lieux d'hébergement dans Toulouse.

En mai 1942, âgée de 61 ans, elle devient l'adjoint du Docteur Guérisse "Pat O'Leary", officier belge, chef du réseau, en relation avec les Britanniques. Sous le pseudonyme de "Françoise" elle installe le PC du réseau chez elle, rue de la Pomme.

Le Réseau Françoise

A partir de juillet 1942, Marie-Louise Dissard se consacre exclusivement au réseau d'évasion. Elle s'occupe personnellement de la réception, de l'hébergement, du camouflage (elle était une spécialiste du déguisement) et du convoyage des aviateurs alliés pour les remettre à des passeurs.

En mars 1943, Pat O'Leary et la majorité des membres du réseau sont arrêtés par les Allemands. "Françoise" a pu échapper au coup de filet nazi. Elle réorganise le réseau, reprend contact avec les Anglais, trouve de nouveaux abris et de nouveaux passeurs. Ses relations lui permettent de trouver des lieux d'hébergement sûrs, des passeurs et des guides de confiance, en tout une cinquantaine d'agents en Haute-Garonne et en Ariège.

L'efficacité, le courage, la détermination, le dévouement et le sang-froid avec lesquels Marie-Louise Dissard a dirigé son réseau ont permis à environ 700 aviateurs alliés et résistants de franchir les Pyrénées et poursuivre le combat.

UNE PERSONNALITÉ HORS DU COMMUN.

Couturière de talent, Marie-Louise Dissard commence sa carrière comme inspectrice de couture dans les écoles de jeunes filles de la Ville de Toulouse. Indépendante et volontaire, elle démissionne pour ouvrir une boutique de couture appelée "À la poupée moderne" 40 rue de la Pomme. Profondément anti-fasciste, révoltée par les conditions de l'armistice avec l'Allemagne nazie, elle ne cache pas ses opinions. Parlant de De Gaulle à qui veut l'entendre, Marie-Louise Dissard suscite l'intérêt de la police française qui ouvre une enquête sur cette étrange femme…En septembre 1941, le rapport de police conclut au déséquilibre mental de Marie-Louise Dissard. Cette dernière entretient et accentue chaque jour cette réputation d'excentrique : elle peut ainsi agir plus tranquillement.

Marie-Louise Dissard face au général de Gaulle (ici à Toulouse après la Libération)

Maurice Jacquier, dit "Ambroise".

1903-1965

Maurice Jacquier a travaillé pour de multiples organisations de la Résistance régionale. Spécialiste des passages à travers la zone interdite des Pyrénées, il produit des faux papiers tout en participant à l'action de groupes armés. Dénoncé, il est arrêté par la Gestapo et déporté.

Commerçant en machines à écrire, Maurice Jacquier participe dès 1940 à des actions de résistance et va, jusqu'en 1943, multiplier les contacts avec différents groupes.
Très actif, il se voit confier la direction du réseau "Gallia" dans la région de Toulouse en mars 1943. Ce réseau était spécialisé dans les évasions et centralisait les informations pour les transmettre aux autorités de la France Libre à Alger.
Maurice Jacquier organise les passages vers l'Espagne aux côtés des réseaux "Pat O'Leary" et "Françoise", participe à la mise en place du Maquis de la Montagne Noire, avec le groupe de Revel. Au sein des groupes Vény du Lot, dirigés par Pierre Bourthoumieux, il coordonne et participe à des sabotages dans Toulouse. En 1943, la Gestapo arrête le chef national du réseau d'évasion "Gallia", Paul Fortoul, et Maurice Jacquier doit en assumer le remplacement. Mais il est arrêté à son tour le 10 octobre 1943, interrogé puis déporté en Allemagne. Survivant des camps de la mort, il est rapatrié en juin 1945.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Les Réseaux d'évasion

Toulouse était le noyau central d'une zone stratégique autant pour les nazis que pour les Alliés. Pour les premiers, la zone pyrénéenne était un corridor entre les deux mers à protéger en cas de débarquement. Pour les Alliés, elle était un moyen de récupérer les aviateurs tombés en territoire ennemi et de pallier ainsi un manque de personnel expérimenté. Il y avait deux voies principales, l'une passant par Pau pour rejoindre Madrid et l'autre par Salies-du-Salat et Saint-Girons. D'autres itinéraires empruntaient les chemins de l'Andorre et de l'Ariège. Des milliers de personnes traquées se sont laissées guider par des centaines de passeurs pour entreprendre la difficile et dangereuse traversée des Pyrénées.

Frontière du Perthus.
Les Pyrénées étaient étroitement surveillées.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

L'hôtel de Paris

Toulouse était un centre de rassemblement pour les milliers de fugitifs belges, hollandais, français, anglais ou américains. À deux pas du Capitole, l'Hôtel de Paris, rue Gambetta, leur servait de lieu d'hébergement avant le départ pour la traversée des Pyrénées.
Stanislas Mongelard et son épouse, Augustine, propriétaires de l'Hôtel de Paris, étaient exposés en permanence au danger. Il fallait être plus que courageux pour héberger et assumer les risques encourus par la proximité des nazis.
Dénoncés, ils furent tous deux arrêtés en décembre 1943 et déportés. Stanislas Mongelard n'a pas survécu.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Casablanca. Centre d'accueil de l'Union des Evadés de France.

Plaque située dans la cour intérieure de l'hôtel. A sa droite, un "objet de mémoire", mouchoir confectionné au camp de concentration par Augustine Mongelard.

Maurice Dide.

1873-1944

Spécialiste en psychiatrie de renommée internationale, haut fonctionnaire à la retraite, le docteur Maurice Dide ose se rebeller et s'engager dans le combat clandestin. Des évasions par les Pyrénées au sabotage minutieux des services de l'administration vichyste, dont il organisait le noyautage, Maurice Dide s'investit sans compter dans le combat de la Résistance. Courageux, il le fut jusque dans la boue du camp de concentration de Buchenwald.

Grand médecin et professeur renommé.

"Aliéniste, penseur de la psychiatrie du XXème siècle", selon l'expression du Docteur Caroline Mangin-Lazarus, Maurice Dide a dirigé pendant près de 30 ans l'asile de Braqueville (aujourd'hui hôpital Marchant).
Homme cultivé, Docteur ès Lettres, il enseigne la psychologie à la Faculté de Lettres de Toulouse.
En 1939, âgé de 66 ans, il est à la retraite depuis deux ans, mais demande quand même son affectation sur le front. Il est envoyé dans les Vosges à Vesoul où il prend la direction d'un hôpital psychiatrique.

Des évasions au noyautage de l'administration

De retour à Toulouse en 1940, Maurice Dide est déterminé à poursuivre la lutte. Il fréquente les milieux anti-fascistes comme la Librairie du Languedoc, tenue par Silvio Trentin.
Pendant l'hiver 1940-1941, il aide les officiers polonais et britanniques à passer les Pyrénées. Montagnard averti, il a de nombreux contacts pour faciliter les passages. Son réseau est rapidement contacté par les autres réseaux d'évasions (Pat O'Leary, Buckmaster...).
Parallèlement, il officie discrètement pour le mouvement "Combat" qui le charge du noyautage des administrations dans toute la région. Il doit dès lors coordonner toutes les activités résistantes dans les services de l'administration publique (Police, PTT, préfectures, mairies).

Montagnard expérimenté, il met sa connaissance des Pyrénées au service des Alliés.

Maurice Dide a connu la "Der des der", la guerre 1914-1918, qui devait être la dernière… Plus de 20 ans après, il retourne au front.

La déportation

En 1943, la répression policière s'intensifie tandis que la Résistance est en train de s'unifier. Les actions de sabotage sont de plus en plus nombreuses, les dénonciations aussi.
Le réseau de Maurice Dide n'y échappe pas.

A la veille d'une série de sabotages prévus par le N.A.P. (Noyautage des Administrations Publiques) en juin 1943, Maurice Dide, sa femme et d'autres résistants sont arrêtés à la suite d'une dénonciation.

Maurice Dide est conduit à la prison militaire de Furgole puis à la prison St-Michel. En janvier 1944, il est déporté au camp de concentration de Buchenwald. Courageux jusqu'au bout, il meurt le 26 mars 1944, mordu par les chiens des gardes SS pour avoir porté secours à un déporté en bravant l'interdiction faite aux médecins prisonniers de soigner des malades.

Pierre Bourthoumieux, dit “Bonnard”.

1908-1945

Pharmacien à Toulouse, Pierre Bourthoumieux fournissait gratuitement des médicaments aux personnes démunies tandis que se tenaient dans son arrière boutique des réunions clandestines conduites par Raymond Naves. Dénoncé en 1943, il poursuit son action dans le Lot jusqu’à ce que sa route croise celle de la Gestapo de Lyon.

Pierre Bourthoumieux sur le front en 1940. Revenu blessé, il est également profondément meurtri de voir son pays sombrer ainsi dans l'abime.

Originaire du Lot, élu au conseil municipal de Cahors, Pierre Bourthoumieux officiait à Toulouse en tant que pharmacien.
Mobilisé en 1940, il est envoyé dans l’est de la France dont il revient blessé et profondément meurtri.
Après une période de repos en Ariège, il reprend ses activités de pharmacien et apporte une aide bénévole aux personnes dans la misère en leur distribuant vivres et médicaments.
Il s’engage dès 1940 dans la Résistance aux côtés de Raymond Naves, avec qui il crée une structure clandestine du parti socialiste, interdit par Vichy.

Toulouse, 122 avenue de Muret

De 1941 à 1943, Pierre Bourthoumieux parvient à cumuler vie officielle et activités clandestines, autour de Raymond Naves et de la création du Groupe Froment. Les résistants se réunissent clandestinement dans l'arrière boutique de son officine. Henri Docquiert, secrétaire de Raymond Naves, raconte dans son livre, "Eglantine et Vert-de-gris", sa première visite chez Pierre Bourthoumieux en septembre 1942. *"J'entre dans la pharmacie : c'est une officine de quartier toulousain, assez exiguë et moderne avec des rayonnages clairs… Je laisse servir deux ou trois clients qui ont pris leur tour avant moi, mais je donne le mot de passe au préparateur, petit et brun, sur un ton d'insouciance qui laisse percer, sans doute, quelque émotion. Je fais ainsi mes premiers pas dans la vie inconnue et secrète de l'Univers clandestin en franchissant la porte d'une arrière-boutique -mi-bureau, mi-resserre- où quatre personnages, parmi lesquels je reconnais mes voisins du tramway, sont assis autour de la pièce et parlent tranquillement avec le maître de maison, à sa table de travail, semblant attendre que tout le monde soit là pour ouvrir la séance. Il est en blouse blanche de travail et je suis frappé surtout par son beau visage de Don Juan méridional, où l'éclat des yeux et des dents s'oppose mystérieusement à la chevelure poivre et sel, presque blanche*".

Ces allées et venues sont repérées dans le quartier et la Gestapo en est informée. Elle perquisitionne sa maison mais Pierre Bourthoumieux parvient à échapper à la police allemande. Furieux, les hommes de la Gestapo volent, pillent et incendient sa maison.

La souricière de Lyon

Ses fonctions le conduisent à participer aux réunions clandestines organisées à Paris ou à Lyon. C'est en se rendant à l'une d'elles, le 1er avril 1944, que Pierre Bourthoumieux tombe dans les rets de la Gestapo lyonnaise, au fait de la tenue de cette réunion des chefs de la Résistance. Arrêté, interrogé et torturé, il est emprisonné au Fort de Montluc durant trois mois, avant d'être déporté, via le camp de Compiègne, à Neuengamme.

Au terme d'une longue agonie dans des conditions effroyables (le froid, la boue, les parasites…) Pierre Bourthoumieux disparaît à quelques jours seulement de la libération du camp.

Plaque au 122 avenue de Muret, à l'emplacement de son officine, aujourd'hui disparue.

Poursuite du combat dans le Lot

Prévenu à temps par un intendant de police, Pierre Bourthoumieux a pu fuir Toulouse en juin 1943 et entrer dans une complète clandestinité. Il rejoint le Lot, sa terre natale, où, en relation avec le réseau Brutus, il organise des groupes d'action armée, les Groupes Vény.

Les Frères Lion,

imprimeurs de la Résistance.

Quantité de faux papiers, tout comme les grands titres de la presse clandestine, sont sortis des ateliers de la rue Croix-Baragnon, appartenant à Henri Lion. Quand la tâche était trop grande, on imprimait aussi rue Romiguières, chez son frère Raoul.
Les réseaux de résistance, des personnalités comme Monseigneur Saliège, font appel aux services de ces deux artisans, pour cette facette indispensable de l'activité clandestine.
Dénoncés en février 44, les deux frères mourront en déportation entre septembre et octobre de la même année.

LA PRESSE CLANDESTINE

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Sonnet de Jean Cassou composé lors de son emprisonnement "Au secret" et imprimé chez Henri Lion en 1943.

La presse clandestine : on venait de loin, pour bénéficier du travail, du sérieux et du dévouement d'Henri Lion.

Artisans au service de la clandestinité

Maîtres imprimeurs, les Frères Lion, Henri et Raoul, avaient chacun une imprimerie prospère dans Toulouse. Henri avait son atelier au 23 rue Croix-Baragnon et Raoul rue Romiguières. En 1941, ils mettent tous deux leurs ateliers au service de la Résistance tout en continuant à assurer leurs commandes officielles. Ils impriment des journaux clandestins des mouvements de Résistance comme le "Populaire du Sud-Ouest", "Libérer et Fédérer", "Libération"…

Henri Lion travaille pour le réseau "Brutus". Il réalise de faux papiers vierges, de faux extraits de livrets de famille, des tracts…

L'archevêque Saliège fait aussi appel aux services d'Henri Lion pour produire de fausses cartes d'identité et de faux certificats de baptême. Efficaces, les ateliers des Frères Lion sont aussi sollicités par des résistants d'autres régions, en panne d'imprimeurs.

La souricière de la rue Croix-Baragnon

Le 4 février 1944, la Gestapo perquisitionne l'imprimerie suite à une dénonciation. Tout le personnel est arrêté et une souricière y est tendue pendant trois jours. Toutes les personnes qui se présentent à l'atelier d'Henri Lion sont immédiatement arrêtées. Plus de 40 personnes sont interpellées, internées à la prison St-Michel, parmi lesquels un jeune apprenti imprimeur de 16 ans, Georges Séguy, futur dirigeant syndical.

Tous déportés, les hommes sont envoyés au camp de Mauthausen et les femmes au camp de Ravensbrück.

Henri meurt en octobre 1944 ; Raoul est décédé en septembre 1944, son fils, déporté lui aussi, disparaît en 1945. Après trois semaines d'enquête, la police allemande remonte jusqu'au chef : Raymond Naves, qui est arrêté le 24 février 1944.

HENRI LION
1895-1944

Plaque située à l'emplacement de l'imprimerie Lion, 23 rue Croix-Baragnon.

Les résistants déportés.

Mauthausen, Auschwitz, Buchenwald, Dachau, Neuengamme, Ravensbrück...

En France, 162 000 hommes, femmes et enfants ont été déportés pendant l'Occupation. Parmi eux, 86 800 personnes furent déportées par mesure de répression ou de persécution : résistants, otages civils, opposants politiques, homosexuels, tziganes... Un peu plus de la moitié a survécu à la faim, la déshydratation, l'épuisement, les maladies, les coups et mauvais traitements nazis...

F.N.D.I.R.
Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance

Le triangle rouge des déportés politiques, marqué d'un F pour les Français.

La répression policière

A Toulouse, l'hiver 1943-1944 est marqué par une intensification de la répression policière française et allemande. La Résistance toulousaine est particulièrement touchée.
Ses membres sont dénoncés, arrêtés et déportés vers les camps de la mort lente.

Maurice Fonvieille.

1896-1945

Instituteur, élu au conseil Municipal de Toulouse, Maurice Fonvieille est un ancien combattant de la Première Guerre Mondiale. Membre de "Libérer et Fédérer", il s'occupe autant de la propagande (tracts, journaux clandestins) que de l'organisation des groupes francs puis des maquis. Maurice Fonvieille fut désigné responsable régional des maquis de "Libérer et Fédérer".

Le 4 février 1944, il se rend à l'imprimerie des Frères Lion pour y récupérer du matériel. Il est arrêté avec toutes les autres personnes présentes par la police allemande. Emprisonné à la prison St-Michel, il est transféré avec ses camarades un mois plus tard, en mars 1944, au camp de Compiègne, puis déporté au camp de Güsen en Allemagne. Il meurt après plus d'un an de souffrances, à 49 ans, en mai 1945.

Adolphe Coll.

1912-1945

Homme d'engagement, Adolphe Coll entre dans le combat de la Résistance aux côtés de Silvio Trentin. Il fait partie des premiers membres du réseau "Libérer et Fédérer" à Toulouse. Adolphe Coll est arrêté le 4 février 1944, en même temps que les employés de l'imprimerie Lion. Enfermé à la prison St-Michel, il est déporté avec ses camarades au camp de Mauthausen. Adolphe Coll meurt le 15 février 1945.

Sylvain Dauriac.

1894-1969

Militaire à la retraite, ancien combattant de la Première Guerre Mondiale, Sylvain Dauriac entre en Résistance dès 1940 aux côtés de Jean Chaubet, avec qui il fonde le groupe "Franc-Tireur". Il multiplie les contacts et les activités et devient responsable du réseau d'évasion "Brutus" pour la ville de Toulouse. Il met son domicile à la disposition du réseau d'évasion et du groupe de Raymond Naves afin que ses membres puissent s'y rencontrer. Le 24 février 1944, suite à une dénonciation, Sylvain Dauriac est arrêté par la Gestapo. Le même jour, la police allemande arrête Raymond Naves. Conduit à la prison St-Michel, il est ensuite interné au camp de Compiègne. En mai 1944, Sylvain Dauriac est déporté à Auschwitz, puis trois mois plus tard au Camp de Buchenwald. Il y retrouve d'anciens camarades et intègre avec eux l'organisation clandestine du camp. En mai 1945, le camp est enfin libéré par l'armée américaine et Sylvain Dauriac ayant réussi à survivre peut rentrer à Toulouse.

Louis Pélissier, dit “Carton”.

1901-1944

Cet officier de l’Armée française de 39 ans n’avait pas pour habitude de désobéir. Pourtant le Capitaine Louis Pélissier refuse de servir un Etat soumis au nazisme.
Droit et courageux, il sert sa patrie clandestinement en devenant l’organisateur d’une armée de l’ombre : “l’Armée Secrète”.
Présent sur le terrain, déguisé en gendarme ou la pelle à la main pour camoufler des armes, Louis Pélissier a constamment bravé le danger.
Il est fusillé par les Allemands, deux jours après le débarquement en Normandie, sur la place d’un petit village du Lot.

Louis Pélissier dans les années 1930

Officier d’Infanterie, le capitaine Pélissier fut grièvement blessé lors des combats de mai 1940.
Il est rapatrié à Toulouse au sein du 23ème régiment d’Infanterie stationné au palais Niel. Aussitôt remis de ses blessures, il refuse de rester sans réagir à la défaite.

Militaire, Louis Pélissier n’en adopte pas moins les techniques imposées par la clandestinité. Ici, les papiers de sa vie officielle de militaire mis en congé, reconverti dans les assurances et sa fausse carte de police, passe partout de sa vie clandestine.
Pélissier a participé à de nombreuses opérations du Réseau Morhange, comme celle où, déguisé en gendarme, il neutralise une équipe de la Gestapo le 2 janvier 1944, sur la commune de Deyme (Haute-Garonne). Cette opération permet au réseau de saisir une partie des archives de la Gestapo toulousaine.

Désobéir pour préparer la revanche

Mesurant la gravité des conditions d'armistice, il entreprend avec d'autres militaires de camoufler du matériel de l'armée française afin de le soustraire à l'armée allemande. Des stocks d'armes, de munitions, d'essence sont enterrés ou dissimulés chez des particuliers ou dans des terrains discrets, à la campagne ou dans Toulouse. Ainsi, le garage Pêcheur, avenue de Lespinet, sert-il de cache aux véhicules et matériels camouflés. Le propriétaire, Jules Pêcheur, réfugié alsacien, en contact avec les Alliés, fait entrer Louis Pélissier dans les rangs l'Armée Secrète.

Saint Céré

Le 8 juin 1944, il se rend dans le Lot avec son jeune adjoint de 19 ans Jean Cressot dit "Chenier", pour récupérer du matériel sur un terrain de parachutage. Pélissier se trouve à bord d'une voiture suivie d'un camion transportant six hommes. Au retour, le camion s'arrête pour prendre un passager. La voiture le distance. Quelques kilomètres plus loin elle est stoppée par une colonne allemande. Pélissier, son jeune adjoint et un autre résistant sont arrêtés et embarqués par la colonne qui entre dans Saint Céré. Les Allemands sans autre motif que leur nervosité, mitraillent les murs. Ils font sortir les 3 résistants et les fusillent sur la place du village.

PSEUDONYME "CARTON".

Expérimenté, organisé et déterminé, Louis Pélissier qui a adopté le pseudonyme de "Carton" est désigné chef régional des corps-francs de l'Armée Secrète. Il organise et coordonne l'action des maquis et des groupes clandestins dans toute la région de Toulouse.

Sa femme, Alice Pélissier, avait elle aussi rejoint les rangs du réseau Morhange et de la Résistance. Le rôle des femmes dans la Résistance a été reconnu avec parcimonie, pourtant elles ont été des éléments déterminants dans la réussite du combat clandestin.

Marcel Taillandier, dit “Morhange”.

1911-1944

Marcel Taillandier était le chef d’un réseau de Résistance hors norme : le réseau Morhange. Infiltrés dans les milieux nazis et fascistes, les résistants réunis autour de Morhange prirent des risques extrêmes pour informer et protéger la Résistance. Marcel Taillandier est un véritable professionnel de la clandestinité et du contre-espionnage. L’expression “guerre de l’ombre” qualifie pleinement son action face à la Gestapo toulousaine.

Juin 1940

Marcel Taillandier, sous-officier des Services Spéciaux de la Défense Nationale est installé avec son service au château de Brax près de Toulouse. Resté à Brax après l’armistice, Marcel Taillandier travaille avec d’autres militaires chargés de camoufler des armes et du matériel de l’armée française pour les soustraire aux Allemands. Un premier réseau se crée progressivement composé de militaires, dont le capitaine Pélissier et le colonel Pointurier.

Collection Robert Dajean.

La Traction avant fut largement utilisée par le réseau Morhange. Les activités et les contacts établis dans tous les milieux par Marcel Taillandier lui permirent de se procurer véhicules, stocks d’essence, armes, faux papiers...

Un autre visage de Marcel Taillandier : cette photo figurait sur ses faux papiers et sur l’avis de recherche de la police allemande en juillet 1944.

Le Frascati, allées Jean-Jaurès

Début 1943, sous le pseudonyme de Ricardo, il prend la gérance d'un bar, le Frascati, allées Jean-Jaurès. C'est là qu'avec Lili, sa compagne, il reçoit les résistants, à deux pas d'un hôtel réquisitionné par les Allemands.
Dénoncés en juin 1943, les habitués du Frascati et sa femme sont arrêtés. Il seront tous déportés, sauf Lili, enceinte… que Taillandier réussira à faire évader de prison.

Morhange "les chasseurs de traîtres"

Face à la répression, Morhange se spécialise dans la neutralisation des agents les plus dangereux pour la Résistance : Français au service de la Gestapo, dénonciateurs ou fonctionnaires trop zélés.
Sur ordre d'Alger ou dans l'urgence, Morhange faisait enlever les suspects dans la rue, discrètement. Ils étaient ensuite conduits au château de Brax et jugés par un tribunal clandestin, composé de vrais magistrats. Reconnus coupables, ils étaient exécutés. Aucune autre solution n'était envisageable.
Morhange fut d'une efficacité redoutable contre les nazis. Non seulement il "neutralisait" l'ennemi, mais, en organisant l'infiltration jusqu'au sein même de la Gestapo toulousaine, il alimentait en renseignements de nombreux réseaux résistants.

Saint-Martin du Touch

Le 11 juillet 1944, Marcel Taillandier se rend à une réunion de la Résistance dans le Gers. Il part en voiture accompagné de deux autres résistants, dont Léo Hamard. Contrôlés au barrage de la Feldgendarmerie à Saint Martin du Touch, les gendarmes allemands les font patienter… le temps de prévenir la Gestapo toulousaine. Cette dernière avait en effet réussi à identifier Morhange.
Marcel Taillandier, sans arme, tente de s'enfuir à travers les rues du village. Rattrapé, il est abattu près de l'église. Ses compagnons sont arrêtés et conduits au siège de la Gestapo pour subir les terribles séances d'interrogatoire des nazis…

LE REPAIRE : LE CHATEAU DE BRAX

Le lieu de refuge de Morhange, le château de Brax, au coeur du village.

**C'est au château de Brax, sous le pseudonyme de Morhange qu'il reconstitue une nouvelle équipe. Avec détermination, en liaison avec Alger, il concentre son activité sur le renseignement.
Il recrute des militaires, des policiers et des civils, infiltrés dans les administrations, les partis collaborationnistes et même les services allemands.**

Jacques Combatalade, X-5 dans le réseau Morhange, aux côtés de la grande dame de la Résistance Marie-Madeleine Fourcade, chef du Réseau Alliance. Ici lors d'une cérémonie en hommage aux 19 résistants du groupe Morhange tombés pendant la guerre.

Achille Viadieu, dit “Ginou”.

1911-1944

La tourmente des Années Noires révèle parfois quelques destins exceptionnels. La vie d’Achille Viadieu est, en apparence, celle d’un homme tranquille. C’est en réalité une double vie extrêmement dangereuse que mène celui qui est officiellement un responsable régional de premier rang d’un parti politique fasciste et ultra-collaborationniste.

Achille Viadieu était en réalité “X-2”, l’adjoint de Morhange. Intégré au coeur du dispositif nazi et vichyste, ce chef de la collaboration récupérait, au péril de sa vie, des informations capitales pour la Résistance.

La position stratégique d’Achille Viadieu lui permettait d’obtenir des cartes de toutes les organisations collaborationnistes ainsi que les indispensables Ausweiss, les laissez-passer permettant de circuler. Les milieux nazis de Toulouse furent ainsi infiltrés par la Résistance (cette méthode fut également utilisée par la Gestapo pour infiltrer la Résistance…).

Le double jeu au service de la Résistance

Né à Castelnau-Durban, dans l'Ariège, Achille Viadieu exerçait, avant la guerre, la profession de comptable à la Gare Matabiau. Maître du double jeu, il parvient à infiltrer un parti d'extrême droite appelé R.N.P. (Rassemblement National Populaire) et à en prendre la tête dans le département de l'Ariège. Après un stratagème mis au point par Morhange, Achille Viadieu devient le chef régional du R.N.P. Ses contacts fréquents avec les responsables allemands lui donnent accès à des informations de tout premier ordre. Informations communiquées à Morhange qui transmet les renseignements stratégiques à Alger.
Les précieux renseignements qu'il obtient sur la Résistance ont permis de prévenir de nombreuses arrestations imminentes. Mais cette double vie n'est pas sans risque. Ses nombreux déplacements, notamment à Barcelone où se trouvait l'antenne des services spéciaux français, ne passent pas inaperçus.

Plaque située à l'endroit précis où Achille Viadieu fut abattu par les Allemands, 65 rue Achille Viadieu.

Jacques Combatalade "Jacky" X-5

La dernière opération

Le 2 juin 1944, Achille Viadieu doit partir pour Barcelone. Finalement le départ est reporté au lendemain. Achille, accompagné de Jacques Combatalade (X-5), un policier du réseau Morhange, retrouve leurs camarades dans un café de la Place du Fer à Cheval. Ils sont en train de préparer une opération pour le soir même visant à neutraliser un ancien résistant de l'Armée Secrète devenu agent de la Gestapo qui dénonçait ses anciens camarades.
Le rendez-vous est fixé sous l'horloge de la Place du Capitole. Achille Viadieu et Jacques Combatalade ne sont là que pour assurer la surveillance depuis leur Traction. Découvrant la présence de miliciens cachés sous les arcades, ils font le tour de la place pour prévenir les autres membres de l'opération. La Gestapo, dissimulée au côté des miliciens, a reconnu Achille Viadieu. La voiture des deux résistants est aussitôt mitraillée et pourchassée dans les rues de Toulouse. Jacques Combatalade au volant essaie de semer les poursuivants. Sa Traction dérape au carrefour de la rue des Récollets. Achille Viadieu a à peine le temps de sortir de la voiture. Une rafale de mitraillette le tue sur le coup.

Jacques Combatalade, gravement blessé, est conduit à l'hôpital Purpan puis à la prison St-Michel. Le réseau parviendra à le libérer quelques semaines plus tard.

Le Lycée de Garçons,
pépinière de la Résistance.

Des élèves aux professeurs, le Lycée Pierre de Fermat , autrefois simplement appelé Lycée de Garçons, fut un véritable nid de rébellion.
Alors qu'il comptait plus de 2500 élèves en 1942, le lycée se vide au fil des départs pour le STO ou pour rejoindre la Résistance. L'établissement ferme ses portes après le débarquement du 6 juin 1944. Beaucoup trop d'élèves manquent à l'appel...

Classe 1940-1941

Les élèves de terminale entourent leur professeur de mathématiques, Paul Debauges, dit "Ducarre" dans la Résistance. D'autres professeurs du lycée de garçons furent des animateurs importants de la Résistance toulousaine : Raymond Badiou, maire de Toulouse à la Libération, Henri Docquiert, secrétaire de Raymond Naves et Jean-Pierre Vernant, chef départemental des FFI.

Jean-Pierre Vernant.

Professeur de philosophie, Jean-Pierre Vernant a 26 ans en 1940. Officier de réserve, démobilisé, il est nommé au Lycée de Garçons. Dès juillet 1940, il fabrique des tracts avec son frère qu'il colle la nuit sur les murs de Toulouse.
Ses talents d'organisateur sont rapidement mis au service de l'Armée Secrète, dont il prend la tête en Haute-Garonne. Sous le pseudonyme de Berthier, il met en place sur le terrain les groupes francs, forme les jeunes recrues au maniement des armes, participe aux transports des stocks de matériel et organise les opérations contre l'occupant.
Au printemps 1944, il est choisi comme responsable départemental des F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur) et regroupe toutes les tendances de la Résistance au sein de son Etat-Major. C'est à la tête de ses hommes que Berthier, colonel FFI, entre dans Toulouse le 19 août 1944.

Les résistants à la Libération : les professeurs Meyerson et Vernant.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Un nid de rébellion

Profitant des vacances de l'été 1942, un groupe de 9 élèves de Troisième et de Seconde crée le "Groupement Insurrectionnel Français". Les lycéens organisent de petites opérations clandestines pendant les premiers mois de l'année scolaire. Ils distribuent et collent des tracts artisanaux, détruisent les portraits du maréchal Pétain, inscrivent des croix de Lorraine sur les murs… Repérés par le proviseur du lycée, ils sont arrêtés en décembre 1942. Ils sont jugés et vu leur jeune âge, condamnés à quelques jours de prison, puis exclus du lycée.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Parmi ces 9 lycéens, figurent les fils de grands résistants : Silvio Trentin, Raymond Naves, Eugène Viguier...

Le lycée endeuillé

24 octobre 1943 : le Tribunal militaire allemand de Toulouse juge 4 résistants dont deux jeunes étudiants en classe préparatoire au Lycée de Garçons : Edmond Guyaux, 21 ans et Jacques Sauvegrain, 22 ans sont condamnés à mort pour participation à des actes de sabotage. Ils avaient quitté le lycée pour rejoindre le "Groupe Bir-Hakeim", sorte de maquis d'entraînement. Les nazis l'ont repéré et lancent une attaque destructrice le 10 septembre 1943. Blessés, les jeunes gens sont faits prisonniers et conduits à la prison St-Michel, quartier allemand. Le 9 novembre 1943, à l'aube, ils sont amenés au terrain vague de Bordelongue, au sud de Toulouse, et fusillés.

Monument des Martyrs de Bordelongue. Une fosse commune de 27 corps fut retrouvée à cet endroit après la Libération. Une plaque rend hommage aux résistants exécutés.

La dramatique opération des Variétés.

Le 1er mars 1944, un commando de la 35ème brigade Marcel Langer est chargé de réaliser une action exemplaire contre la propagande nazie. Il s'agit de déposer une bombe au cinéma "Les Variétés", réputé pour ses films pro-allemands et les conférences des orateurs nazis ou vichystes que le cinéma reçoit. L'opération qui voulait n'être qu'un avertissement tourne au drame : le but des résistants étaient de détruire le cinéma, pas de tuer...

UN ODIEUX ATTENTAT
dans une salle de cinéma de Toulouse
Une bombe explose, tuant deux spectateurs
et en blessant plusieurs grièvement
LES DÉGATS SONT CONSIDÉRABLES

Collection Germaine Chaumel.

Le cinéma était l'une des rares distractions autorisées. Les projections avaient l'intérêt d'être précédées d'informations, qui bien que censurées, étaient un moment attendu par les spectateurs.

L'opération tourne au drame

Le 1er mars 1944, dans l'après midi, trois jeunes résistants de la 35ème Brigade FTP-MOI se fondent parmi les spectateurs de la séance précédente. Rosina Bet, 20 ans, David Freimann, 26 ans et Enzo Godéas, 19 ans, composent le commando.

Muni d'un engin explosif artisanal équipé d'une minuterie, David Freimann s'installe au balcon, Rosina Bet à ses côtés. Enzo Godéas se place devant eux. David place sous son siège une bombe prévue pour exploser 45 minutes après la mise à feu. En effet, l'attentat a uniquement pour objectif de détruire un endroit symbolique en ne causant que des dégâts matériels. La bombe avait été théoriquement conçue pour exploser entre les deux séances.

Mais, lorsque David Freimann enclenche le système à retardement vers la fin de la projection, la bombe explose instantanément. Elle tue sur le coup David Freimann et un spectateur. Rosina Bet est très grièvement blessée (elle a eu la jambe arrachée) ainsi que deux autres spectateurs. Enzo Godéas est sévèrement brûlé, il parvient à quitter la salle de cinéma éventrée. Arrêté sur le trottoir, il est conduit avec Rosina Bet à l'Hôtel Dieu. Malgré leur état, ils sont violemment interrogés par la police mais aucun des deux ne parlent. Rosina meurt le lendemain, sans même avoir révélé sa véritable identité. Elle est enterrée au cimetière de Terre Cabade sous son nom clandestin, Paulette Cavérac.

La brigade veut marquer sa réprobation à la soirée spéciale du 29 février 1944 organisée au cinéma par la Milice pour la présentation du film antisémite le "Juif Süss".

Rosina Bet, 20 ans, jeune femme d'origine italienne, réfugiée dans le Gers.

David Freimann, 26 ans, d'origine roumaine, nommé Burdacq dans la Résistance.

Prison Saint Michel

le simulacre de justice de la Milice.

Le tribunal de la Milice, érigé en cour martiale, opérait dans l'anonymat le plus complet. Les condamnations étaient écrites avant la parution de l'inculpé. La sentence, la mort dans tous les cas, était exécutée à l'abri des regards, entre les murs de la prison Saint Michel.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Daté du 19 juin 1944, 3 jours avant la parodie de justice subie par Enzo Godéas, cet avis d'exécution montre que la sentence était décidée bien avant le passage devant la cour martiale.

Les cours martiales ont été instituées le 20 janvier 1944 par Joseph Darnand, secrétaire Général au Maintien de l'Ordre et chef de la Milice. Composées de 3 miliciens anonymes, le verdict était sans appel et exécuté dans l'heure qui suivait.

Enzo Godéas
1925-1944

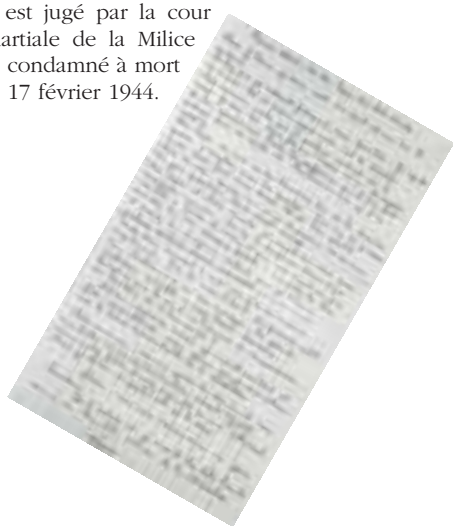
Blessé dans l'attentat du cinéma des Variétés le 1er mars 1944, Enzo Godéas est arrêté et livré à la Milice. Rapidement identifié, il est torturé puis jeté dans un cachot de la prison Saint Michel. Il est laissé sans soin pendant plus de 3 mois. C'est dans un état physique épouvantable qu'il est jugé dans la cour de la prison. Ses juges sont cachés derrière l'anonymat des cagoules.
Incapable de marcher, il est traîné par ses bourreaux, puis attaché sur une chaise. Enzo Godéas, 19 ans, est fusillé par un peloton de policiers français appelés G.M.R. (Groupes Mobiles de Réserve).

Jacques Grignoux
1926-1944

Membre de la 35ème Brigade, Jacques Grignoux dit "André Broussin" dans la Résistance est arrêté le 7 février 1944. Il rentre d'une mission à bicyclette avec l'un de ses camarades. Les deux jeunes résistants sont arrêtés à un banal contrôle de gendarmerie à Grenade-sur-Garonne. Ils sont aussitôt conduits à la gendarmerie. Jacques Grignoux tente alors de s'échapper en lançant une grenade dans la cour de la gendarmerie. Mais elle n'explose pas et il est neutralisé.
Conduit à la prison Saint Michel, il est jugé le 16 mars 1944 par la cour martiale. Condamné à mort, il est fusillé le jour même dans la cour de la prison.

Louis Sabatié
1924-1944

Jeune résistant (FTP) de Montauban, il est arrêté par la police française le 3 février 1944. Il est accusé d'avoir tué un gardien de la paix. Transféré à la prison Saint Michel, il est jugé par la cour martiale de la Milice et condamné à mort le 17 février 1944.



"Dans une demi-heure, je serai mort, on vient de me lire la sentence. Sachez que je meurs dignement, purement, sans trembler. Je regrette d'avoir tué ce pauvre Agent, mais c'est la fatalité…
Cher Papa, au nom de ton héroïsme lors de la dernière guerre, j'implore ton pardon, j'ai cru et je crois avoir fait mon devoir. Il est pénible…"

Extrait de la lettre adressée à ses parents. Louis Sabatié avait 20 ans.

3ème partie
L'été de la Libération

L'été 1944

Le dernier été de l'occupation fut sans doute le plus terrible. La population civile est victime des exactions commises sur ordre du Führer. Le déchaînement de violence est sans limite. La Résistance, quant à elle, a eu le signal tant espéré : le débarquement Allié. La libération est en marche…

Les maquis.

Le débarquement Allié en Normandie donne le signal de la mise en place de l'Insurrection Nationale pour la Résistance. En liaison avec l'Etat-Major FFI, des maquis se forment et s'organisent dans les forêts de la région. Pour les jeunes hommes de 20 à 23 ans, la clandestinité du maquis est une alternative au Service du Travail Obligatoire. Les effectifs des maquis augmentent à l'approche du mois d'août, mais les moyens en armes et en matériel ne suivent pas. Les armes sont parachutées avec une très grande parcimonie par les Alliés. Les maquisards doivent le plus souvent faire avec le matériel trouvé sur place.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Terreur et représailles.

En juin et juillet 1944, la répression est à son comble. La collaboration entre Allemands et Français au service de Vichy atteint son paroxysme. L'été 1944 est marqué par une série de massacres perpétués dans la région. Les attaques de maquis se multiplient. Les nazis y mettent les moyens. Il faut anéantir la Résistance et dissuader toute forme de soutien de la population.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Saboter, gêner, freiner les troupes d'occupation...
La mission des résistants... par tous les moyens.
Ici les hommes du Maquis Roger dirigé par A. Carovis "Jean".

La division Das Reich

Installée dans la région après l'hécatombe du front russe, la division blindée SS Das Reich est utilisée comme "unité d'alerte" en renfort de la Wehrmacht contre les maquis des Pyrénées.
Division d'élite, forte de 15 500 hommes, la division SS Das Reich a déjà une sinistre expérience de la répression contre les civils en Russie où elle a massacré 20 000 personnes dans la ville de Kharkov. A l'annonce du débarquement, une grande partie de la division Das Reich tente de remonter vers la Normandie. Sur son passage, deux villes martyres : le 9 juin, 99 otages sont pendus aux balcons de la ville de Tulle et plus de 200 personnes déportées. Le 10 juin, la division encercle la petite ville d'Oradour-sur-Glane près de Limoges. 642 habitants sont massacrés. Les hommes sont fusillés dans les granges, les femmes et les enfants assassinés dans l'église. Le village est totalement anéanti, brûlé par les nazis.

Le sinistre itinéraire des 10-12 juin 1944

Des éléments de la division Das Reich sont restés dans la région. Le 10 juin, une colonne de 600 hommes quitte Toulouse à l'aube en direction du sud de la Haute-Garonne. Marsoulas, un petit village, subit le même déchaînement de fureur qu'Oradour. 27 habitants du village sont assassinés. Parmi eux, 14 enfants sont fusillés, dont un bébé de 3 mois, assassiné dans son berceau... La fureur n'a pas de limite. La colonne poursuit son sinistre itinéraire. 27 autres personnes sont fusillées le même jour dans les champs et les villages de Betchat, Mazères, Saint-Martory, Cazères…
Le lendemain, 11 juin, les mêmes assassinent 57 personnes dans la région de Bagnères de Bigorre. Le 12 juin, de retour vers Toulouse, la colonne, bien informée, anéantit le tout jeune maquis de Saint-Lys et massacre douze habitants du village.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

*En juillet 1944, **René Vidal**, policier du réseau Morbange fut pendu sur la place du village de Calmont après avoir été exécuté. Il fut exposé pendant 4 jours avec un écriteau autour du cou "je suis un déserteur de la police française et j'ai combattu avec les terroristes".*

Le maquis de Saint Lys.

Neuf rues portent dans Toulouse les noms des résistants du maquis de Saint Lys tombés le 12 juin 1944. Une colonne de la division SS Das Reich rentre d'une opération d'anéantissement de la Résistance dans le sud de la Haute-Garonne et les Hautes-Pyrénées. Le tout jeune maquis de Saint Lys se trouve sur son passage. Neuf maquisards toulousains sont tués et douze civils massacrés.

Monument de Bonrepos sur Aussonelle retraçant la journée du 12 juin 1944.

Jean Chaubet.

1900–1944

Le maquis de Saint Lys, né du travail clandestin des années précédentes, devait son existence à la pugnacité d'une poignée d'hommes dont Jean CHAUBET.
Instituteur, il est révoqué par Vichy en raison de ses opinions politiques et philosophiques. Il se consacre dès 1940 à la création d'un groupe de résistance qu'il développe progressivement au contact des autres organisations.
Jean Chaubet a été l'un des membres fondateurs des Mouvements Unis de la Résistance aux côtés de François Verdier et Raymond Naves.

Un maquis pulvérisé

Le 12 juin, une colonne de la Division SS Das Reich arrive aux abords de Saint Lys. Ce sont 600 hommes équipés de canons et de mitrailleuses qui surprennent villageois et maquisards. Le maquis de Saint Lys est attaqué alors que la grande majorité de ses hommes sont partis s'installer quelques kilomètres plus loin pour plus de sécurité.
Les derniers maquisards encore présents sont totalement surpris par l'arrivée des Allemands qui se sont introduits dans le parc du château, moteurs éteints. La plupart des résistants sont sans armes. Ils sont anéantis par la puissance de feu allemande.

Chasse à l'homme

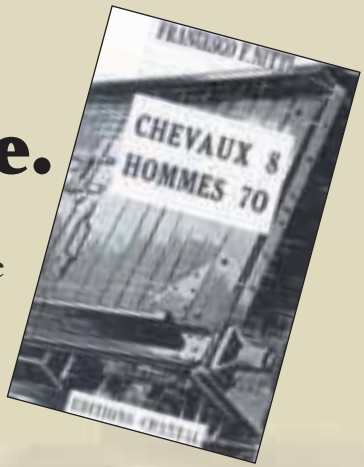
Trois maquisards qui protégeaient la fuite de leurs camarades tombent près du château : Abel Autofage, Lucien Lafforgue et André Cavagnol. Un étudiant en médecine, André Bousquairol, est abattu alors qu'il tente de rejoindre le bois. Les Allemands encerclent le parc et le bois. La chasse à l'homme s'organise : Eugène Lozes, Joseph Vié, Jean Micoud et Jean Chaubet en seront les quatre victimes. Alertés par les tirs de mitrailleuses, les maquisards installés sur le nouveau site peuvent se disperser avant l'arrivée des camions allemands. Malgré tout, l'un d'entre eux, Felipe Léonce Gonzales, Républicain espagnol, est abattu alors qu'il tentait de rejoindre ses compagnons.
Après l'assaut, les nazis fouillent les environs. Douze personnes, habitant des fermes environnantes, sont massacrées par la division SS.

NAISSANCE DU MAQUIS DE SAINT LYS.

Au printemps 1944, Jean Chaubet organise un maquis qui s'installe à Saint Lys deux jours après le débarquement en Normandie. En quelques jours il compte 160 volontaires. Parmi eux, beaucoup de Toulousains : ouvriers de la Cartoucherie ou de l'ONIA, employés de la Mairie de Toulouse, Républicains espagnols, ... Devant l'affluence des volontaires, le manque d'armes et de munitions est patent. Le maquis attend le message de Radio Londres devant annoncer un parachutage 24 heures plus tard. Mais le 12 juin le message "le poêle est un moteur" ne s'est toujours pas fait entendre sur les ondes.

Les restes du château de Gagen qui hébergeait le maquis de Saint Lys, après le passage des Allemands.

Le Train Fantôme.



Fantôme… ce qualificatif fut donné à ce convoi si particulier en raison d'une errance de 8 semaines dans le sud de la France. 57 jours de souffrances et d'horreur pour 700 déportés partis de Toulouse le 3 juillet 1944 et arrivés à Dachau le 28 août 1944. Une odyssée infernale pendant la canicule de l'été 1944…

Le 3 juillet 1944, les derniers internés du camp du Vernet d'Ariège et des prisonniers de Saint Michel sont conduits par les Allemands à la gare Raynal de Toulouse pour être déportés en Allemagne. 640 hommes et 62 femmes sont entassés à plus de 70 dans des wagons à bestiaux. Les prisonniers sont tellement nombreux qu'ils ont du mal à tous tenir assis. La chaleur est caniculaire, l'air des wagons aux ouvertures bouchées, irrespirable. Il n'y a aucune hygiène et les détenus n'ont pas le droit de sortir des wagons…

L'horreur au quotidien

Le convoi se dirige tout d'abord vers Angoulême pour rejoindre l'Allemagne mais le réseau ferré est totalement désorganisé. Les voies et les ponts sont en partie détruits par les résistants et les Alliés.
Pendant près d'un mois, le convoi est arrêté à Bordeaux et les prisonniers enfermés dans la synagogue. Dix prisonniers en sont extraits et fusillés par les Allemands.
Le 9 août, le convoi repart en direction de la Vallée du Rhône via Toulouse puis Lyon. Stoppé des journées entières sur des voies mortes, il subit les mitraillages alliés ignorant la présence de prisonniers.

Une lueur d'humanité…

Le 18 août, les détenus sont évacués du train et doivent rejoindre à pied 17 km plus loin un autre train en gare de Sorgues, près d'Avignon. Les habitants voient défiler sous le soleil caniculaire cette sinistre colonne de prisonniers exténués, assoiffés et matraqués par leurs gardiens. Malgré la violence des Allemands, une aide précaire et courageuse s'organise. Des civils ou la Croix-rouge apportent un peu d'eau et de nourriture. Les cheminots de Sorgues profitent du désordre ambiant pour aider une trentaine de déportés à s'évader. Au cours du trajet, des déportés parviennent à s'évader par le plancher du wagon en se laissant tomber entre les rails. Au terme d'une odyssée de 57 jours, les déportés "rescapés" arrivent au camp de Dachau près de Munich le 28 août 1944.
Après l'horreur de ce trajet, les attendait l'inimaginable.

Francisco Fausto Nitti, résistant antifasciste italien, interné au camp du Vernet, fut déporté dans ce convoi. Il s'évade le 25 août par le plancher du wagon alors que le train se trouve à proximité de la frontière allemande. Une trentaine de déportés parviennent à s'évader cette nuit-là. Son livre, "Chevaux 8, hommes 70", publié en 1945 est un témoignage précis et émouvant de cette terrible odyssée.

Mémorial du Train fantôme inauguré à Sorgues en 1991

Albert Lautmann
dit "Langeais".
1908-1944

Albert Lautmann était professeur de philosophie à la Faculté de Lettres de Toulouse. Officier de réserve, il est fait prisonnier en 1940 mais parvient à s'évader pour rejoindre Toulouse. Révoqué par le gouvernement de Vichy, il noue des contacts avec des militaires résistants, dont le Capitaine Pélissier. Éprouvé aux techniques d'évasion, il rejoint le réseau Pat O'Leary et aide de nombreux aviateurs et agents alliés à passer clandestinement la frontière franco-espagnole. En 1943, Albert Lautmann rejoint les rangs de l'Armée Secrète puis le maquis Roger aux côtés d'Albert Carovis.

Il est arrêté le 15 mai 1944 alors qu'il allait porter des provisions à son frère interné à la prison Saint Michel.

Déporté dans le convoi du train fantôme, il fait partie de la liste des prisonniers sortis de la synagogue de Bordeaux.

Fusillé le 1er août 1944

Francisco Nitti témoigne des derniers instants d'Albert Lautmann à la synagogue de Bordeaux. "Un jour, vers quatre heures, un des chefs de l'escorte lut à haute voix une liste de dix noms. Il y avait Lautmann parmi ces noms. On ordonna à nos camarades de préparer leurs bagages. Le silence était absolu. Nous les vîmes partir, ils passèrent parmi nous en étreignant des dizaines de mains qui se tendaient vers eux. Je vis Lautmann traverser la salle, se diriger vers la sortie d'un pas rapide et d'un air calme et serein. (...) Amenés au fort du Hâ, nos camarades firent partie d'un groupe de 46 prisonniers de la Gestapo fusillés au camp de Souge".

Jacob Insel
dit "Jacques".
1909-1944

Jacob Insel a un parcours proche de celui de Mendel Langer : fuite des persécutions antisémites en Pologne, exil en Palestine puis en France, engagement dans les brigades internationales en Espagne, le camp de Gurs et la lutte au sein de la 35ème Brigade FTP-MOI. Arrêté en décembre 1943 après une action de sabotage, Jacob Insel est emprisonné à Saint Michel jusqu'au 3 juillet 1944.

Tué dans le mitraillage du train

Ignorant la présence de prisonniers, le train est sévèrement mitraillé le 19 août 1944 en gare de Pierrelatte, près de Montélimar. Les déportés, à l'aide de vêtements passés à travers les ouvertures, préviennent les aviateurs alliés de leur présence. Mais l'attaque a été meurtrière dans les wagons. Dix prisonniers trouvent la mort cette nuit-là. Jacob Insel est tué aux côtés de François Lafforgue, 20 ans, comme lui résistant de la 35ème Brigade.

Robert Borios
1919-1944

Policier, résistant de "Libérer et Fédérer", Robert Borios fut lui aussi sorti de la synagogue de Bordeaux et fusillé aux côtés d'Albert Lautmann.

Aujourd'hui, une plaque, inaugurée le 31 juillet 2004 à la Gare Matabiau, rappelle aux passants la terrible odyssée du Train Fantôme.

La souricière du 11 rue de la Pomme.

A un mois de la Libération, en pleine période de recrutement intensif de maquisards, des résistants tombent dans les mailles de la Milice.

En 1940, Ariane choisit de devenir Sarah et de se convertir à la religion juive à une heure où l'antisémitisme est à son apogée.

L'appartement situé 11 rue de la Pomme, à Toulouse, est loué par Ariane Fiksman, résistante d'origine russe. Cet endroit discret sert à la fois de boîte aux lettres et de cache pour les résistants ainsi que, depuis l'annonce du débarquement, de lieu de transit pour les hommes cherchant à rejoindre le maquis. Le 22 juillet 1944, Ariane Fiksman s'y rend, en compagnie du résistant Raoul Léons, chef de secteur des maquis du Tarn (Montagne Noire). Ils ont avec eux les faux papiers nécessaires aux nouvelles recrues désireuses de rejoindre le maquis. Renseignée, la Milice est à l'intérieur de l'appartement.

Thomas BAUER 1918-1944

Arrivé le premier au rendez-vous, Thomas Bauer est immédiatement arrêté. Lorsque Ariane Fiksman entre dans l'appartement, elle remarque son camarade tenu en joue par les miliciens. Une bagarre éclate entre résistants et miliciens : Thomas Bauer se saisit d'une bouteille vide qui traînait sur le sol pour assommer l'un des francs-gardes de la Milice. Un milicien tire et c'est Ariane qui est touchée en plein cœur. Thomas Bauer, grièvement blessé, parvient à s'enfuir mais il est rattrapé par les miliciens. Interrogé et torturé, il meurt le lendemain au cours d'une intervention chirurgicale à l'Hôtel-Dieu. Seul Raoul Léons, blessé à la jambe, est parvenu à s'échapper.

ARIANNE SCRIABINE FIKSMAN
1906-1944

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

De nationalité russe, fille d'Alexandre Scriabine, brillant pianiste et compositeur russe, Ariane Fiksman est née en Italie, à Bodigliasco. D'un tempérament vif et passionné, elle est dotée d'une très forte personnalité très tôt renforcée par de terribles épreuves (décès accidentel de son père en 1915, puis de son jeune frère ; exils forcés à Kiev en 1919, puis à Paris en 1920).

Sarah

A Paris, Ariane fréquente les cercles littéraires et artistiques russes installés dans les cafés du quartier Montparnasse. Elle y devient également écrivain et publie à cette époque un recueil de poèmes.
En 1935, elle rencontre un poète juif russe, dénommé "David Knout", en réalité David Fiksman. Elle l'épouse et se convertit au judaïsme le 30 mars 1940. Passionnée pour la cause des Juifs, intransigeante, elle tente avant guerre, avec David Fiksman, de mobiliser l'opinion française sur le sort des Juifs en organisant des conférences. En 1940, son mari est mobilisé et envoyé à Toulouse où Ariane et ses trois enfants le suivent.

L'Armée juive

Tous deux créent à Toulouse l'A.J. (l'Armée Juive "Armand Jules") qui devient rapidement l'O.J.C. (Organisation Juive de Combat). Sous le nom de "Régine", Ariane participe à des actions de résistance en n'hésitant pas à prendre de gros risques (enceinte, elle transporte des armes camouflées sous sa robe).
En 1943, elle envoie son quatrième enfant en Suisse où est réfugié son mari depuis fin 1942. Déterminée, Ariane poursuit quant à elle son combat aux côtés de la Résistance toulousaine jusqu'au 22 juillet 1944.

Les F.F.I.

Les Forces Françaises de l'Intérieur.

Nées du processus d'unification de la Résistance, les Forces Françaises de l'Intérieur sont créées en mai 1944. Elles unissent les principales forces combattantes de la Résistance sous l'autorité du général Koenig en zone Sud. En R4, la région de Toulouse, les F.F.I. sont commandées par le jeune colonel Serge Ravanel.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

L'unification militaire de la Résistance a été un processus long et difficile. Il a fallu regrouper des chefs à forte personnalité, faire face à la disparition des grands responsables comme François Verdier, Raymond Naves ou Louis Pélissier pour enfin, au printemps 1944, parvenir à la création des F.F.I., conformément au programme du Conseil National de la Résistance.

Les composantes des Forces Françaises de l'Intérieur

Les F.F.I. rassemblaient l'ensemble des forces combattantes de la Résistance régionale :
Les **F.T.P.F. (Francs-Tireurs et Partisans Français)** comptaient à l'été 1944 un effectif de près de 16 000 combattants en R4.
L'A.S. (Armée Secrète), qui était au départ l'union des composantes armées des trois principaux Mouvements de Résistance (Libération, Combat et Franc-Tireur), est intégrée au sein des C.F.L. (Corps Francs de la Libération) en avril 1944. Elle est rejointe progressivement par d'autres organisations. En août 1944, les C.F.L. comptent plus de 14 000 combattants en R4.
L'O.R.A. (Organisation de Résistance de l'Armée) était commandée dans la région par André Pommiès. Officier de carrière, le commandant Pommiès avait fondé un groupe en 1942, le **Corps Franc Pyrénéen**, sur un mode de fonctionnement rigoureusement militaire. En liaison directe avec Londres, le C.F.P., bien pourvu en armes, comptait en août 1944 environ 9 400 hommes.

Aux principales organisations de la Résistance s'ajoutaient aussi les **Guérilleros espagnols**, rattachés aux F.F.I. en mai 1944. Comptant quelques 3 500 hommes en R4, les Guérilleros participèrent très activement aux combats de la Libération. Les forces combattantes de la Résistance étaient unies au sein des F.F.I. dans un objectif commun : "Lutter contre l'envahisseur et les traîtres de Vichy". Le commandement de cette armée d'union était exercé par des représentants de chaque mouvement. Toutefois, sur le terrain, chaque groupe ou maquis conservait une certaine autonomie, favorisée par les difficultés de communication. Le problème du ravitaillement et des parachutages n'est pas réglé. Il existe des écarts de moyens entre ceux qui sont régulièrement et correctement livrés tandis que les autres, en particulier les FTPF, doivent faire face à un manque de moyens.

SERGE RAVANEL DIT "HEXAGONE" CHEF RÉGIONAL DES F.F.I.

Collection Jean Diezonde.

Né en 1920, Polytechnicien, Serge Ravanel entre dans la Résistance dès 1941. Membre de Libération Sud à Lyon, il est nommé à la tête des Groupes Francs des M.U.R. En octobre 1943, l'un de ses groupes francs attaque la fourgonnette de la Gestapo qui transportait Raymond Aubrac. En juin 1944, il est nommé par le Général Koenig chef régional de l'ensemble des forces militaires régionales. Colonel FFI, Serge Ravanel coordonne avec une grande efficacité les combats de la Libération. Nommé commandant de la Région Militaire de Toulouse, il organise les F.F.I. en unités régulières, dans l'idée d'une armée nouvelle.

Serge Ravanel alerte le général Koenig sur la situation dans un télégramme adressé début juillet 1944.

"Me permets attirer votre attention sur situation tragique Résistance R4 -stop- Avec rudimentaire armement, groupes peu nombreux et souvent inexpérimentés, moyens liaisons nuls, avons réussi cependant à créer une armée nationale d'esprit jeune et neuf plaçant ennemis dans climat insécurité extrême -stop- Essayons créer autour de nous Unités de toutes forces vives du pays - stop - Voyons nos hommes se faire tuer sans armes et renouvelant plus hautes traditions militaires françaises -stop- (…)".

Le départ des allemands.

Le 15 août 1944, les Alliés débarquent sur les côtes de Provence. La panique envahit l'armée allemande déjà persuadée d'être encerclée par les maquisards. L'ordre de repli est donné le 17 août 1944. Pressés par le temps, les Allemands et leurs "sbires" détruisent toutes traces de leur barbarie et de leur lâcheté, des archives aux êtres humains.

Collection Jean Dieuzaide.

Les derniers Allemands quittent Toulouse le 19 août.

C'est dans l'urgence que la Wehrmacht prépare son départ dès le 17 août. Les très grandes difficultés de communication -grâce à l'efficacité des sabotages- auxquelles s'ajoute la peur d'être encerclés, décident les Allemands à rejoindre au plus vite leur Etat-Major dans la vallée du Rhône via Carcassonne.

Le 19 août au matin, et tout au long de la journée, les colonnes de l'armée allemande quittent Toulouse, embarquant avec eux certains de leurs complices français. C'est une véritable débâcle, les soldats allemands partent dans la précipitation, réquisitionnent tout ce qui peut rouler... Ils n'ont plus aucun moyen de communication entre eux et voient des maquisards partout... La Résistance a réussi, les Allemands paniquent. Avant de partir, ils incendient les archives du Consulat d'Allemagne et de la Gestapo, détruisent les installations téléphoniques, les stocks de matériel et de nourriture... et font disparaître les témoins.

Collection Jean Dieuzaide.

Toulouse le 19 août. Explosion an central téléphonique.

La fureur nazie : Buzet-sur-Tarn, 17 août 1944

Le 17 août 1944 au matin, une cinquantaine de détenus de la prison Saint Michel sont sortis de leurs cellules et conduits à 25 km au nord-est de Toulouse, en forêt de Buzet-sur-Tarn. Les prisonniers sont fusillés et brûlés sur des bûchers.

Sur 54 victimes présumées, seules 19 personnes sont aujourd'hui identifiées. Il s'agissait en majorité de résistants comme Francisco Ponzan Vidal, Républicain espagnol du réseau Pat O'Leary, capturé en 1943.

Les Allemands et leurs complices français ont-ils voulu se débarrasser de témoins gênants ? Ces 35 victimes anonymes font partie des milliers de personnes portées disparues et jamais retrouvées en France pendant les Années Noires. Une partie des cendres du charnier de Buzet sont aujourd'hui conservées au sein du Monument de la Résistance.

1945, Buzet-sur-Tarn. Première cérémonie sur les lieux du massacre.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation

Francisco Ponzan Vidal, 33 ans.

Acharnement de la Milice

Sûre de son pouvoir, même à la veille de la débâcle allemande, la Milice poursuit les résistants jusqu'au dernier moment. Le 18 août, Jacques Guillemin-Tarayre est assassiné après avoir été torturé par des francs-gardes.

Jacques Guillemin-Tarayre, 30 ans, avait été désigné par la Résistance pour diriger le journal "La République" après la Libération.

Jacques Guillemin-Tarayre, 30 ans.

La Libération de Toulouse 19–20 août 1944

Au matin du 19 août, les groupes de résistants sont à pied d'œuvre. C'est une journée particulière pour Toulouse.

A Matabiau, un groupe de résistants se forme, sous la direction de Georges Malgouyres, 25 ans, composé de nombreux cheminots et appelé "Groupe Matabiau".

Il s'agit d'appliquer les consignes d'insurrection préparées dans la clandestinité par l'Etat-major F.F.I. : gêner le départ des Allemands, les empêcher de pratiquer la politique de la "terre brûlée" à Toulouse, défendre et prendre le contrôle des points stratégiques de la ville.

Des accrochages entre F.F.I. et soldats allemands ont lieu toute la journée dans divers quartiers : aux entrées de la ville et autour des ponts, à Saint Cyprien, aux Minimes, à Saint Michel, dans le centre ville et autour de la Gare Matabiau.

Des hommes meurent encore sous les balles allemandes et de petites plaques commémoratives rappellent aujourd'hui les noms des victimes. 35 F.F.I. sont tombés dans les combats de la Libération les 19 et 20 août 1944.

ICI SONT TOMBÉS

Quelques Héros de la Libération... Leurs plaques ornent aujourd'hui les murs des quartiers de Toulouse témoins des combats de la Libération.

Rue de la Colombette

Boulevard de l'Embouchure

Quai de Tounis

Rue de la Concorde

Allées Charles de Fitte

Place du Marché aux Cochons

Allées Charles de Fitte

Allées Jules Guesde

Avenue Etienne Billières

Place du Parlement

Rue des Braves

La dernière réunion clandestine.

Dans la soirée du 19 août 1944, alors que les combats entre FFI et soldats allemands en repli n'ont pas cessé, les chefs de la Résistance se rencontrent rue d'Orléans près du boulevard de Strasbourg.

21 rue d'Orléans.
Une maison anonyme a abrité la dernière réunion cachée de la Résistance.

Le Comité Départemental de Libération (CDL)

Le CDL avait été minutieusement mis en place par la Résistance pendant l'occupation. Un programme avait été élaboré par le Conseil National de la Résistance pour qu'une nouvelle société émerge après la libération du pays.
Le soir du 19 août 1944, tous les grands responsables sont présents pour déterminer les détails de la succession de pouvoir après la libération. Il s'agit en effet de ne pas laisser le désordre s'installer dans la ville et reprendre au plus vite les rênes du pouvoir, abandonnées par Vichy, en fuite avec les Allemands ou prisonniers des FFI.

Une fin de soirée dramatique pour la Résistance

La réunion terminée, vers minuit, Jean Cassou, commissaire de la République repart vers le centre-ville à bord d'une traction arborant les fanions de la Résistance. Accompagné de trois autres résistants, Jean Cassou part préparer sa prise de fonction à la Préfecture. Mais Toulouse n'est pas entièrement libérée, l'atmosphère est pesante et des Allemands circulent encore en ville.

La voiture est interpellée à un barrage allemand. Une fusillade éclate et tue sur le coup Lucien Cassagne et le chauffeur Guillaume Courtinade. Jean Cassou, assommé à coups de crosse est laissé pour mort tandis que le 4ème résistant, blessé, parvient à s'échapper. Dès le 20 août, les nouvelles autorités étaient en place, et en quelques jours la République Française retrouvait sa place et sa légitimité à Toulouse.

Plaque située à l'endroit précis où eut lieu l'accrochage avec les Allemands, à l'angle du Boulevard de Strasbourg et de la rue Roquelaine.

Albert Carovis.

1908–2002

Collection Jean Dieuzaide.

Ingénieur des Travaux Publics avant la guerre, Albert Carovis a immédiatement réagi à la défaite de 1940. Il a tout au long des Années Noires organisé et fortifié un groupe de Résistance intégré au sein de l'Armée Secrète dans le secteur de Grenade-sur-Garonne. Baptisé Maquis Roger, son groupe fut l'un des plus actifs du département et comptait près de 200 hommes en août 1944. Les membres du maquis Roger seront les premiers à entrer dans Toulouse au matin du 20 août 1944.

Lucien Cassagne.

1891–1944

Musicien, soliste au Théâtre du Capitole, il était professeur au Conservatoire de Toulouse. Révolté par l'armistice, il prend part à la propagande contre Vichy. Il participe aux actions réalisées en liaison avec l'Intelligence Service et aux missions de passages en Espagne. Il participe activement à la mise en place du CDL aux côtés de Jean Cassou et d'Albert Carovis.

Toulouse libérée.

Une armée sans uniforme sort de l'ombre !

Après plus de 20 mois d'occupation, Toulouse est totalement libérée du joug nazi le 20 août 1944. Les combattants de la Résistance unis au sein des Forces Françaises de l'Intérieur sortent au grand jour. Une période de trois ou quatre jours marque la transition entre l'État Français, le régime de Vichy et la République Française.
Le calme revenu, les nouvelles autorités reprennent rapidement les rênes du pouvoir pour rétablir la légalité républicaine.

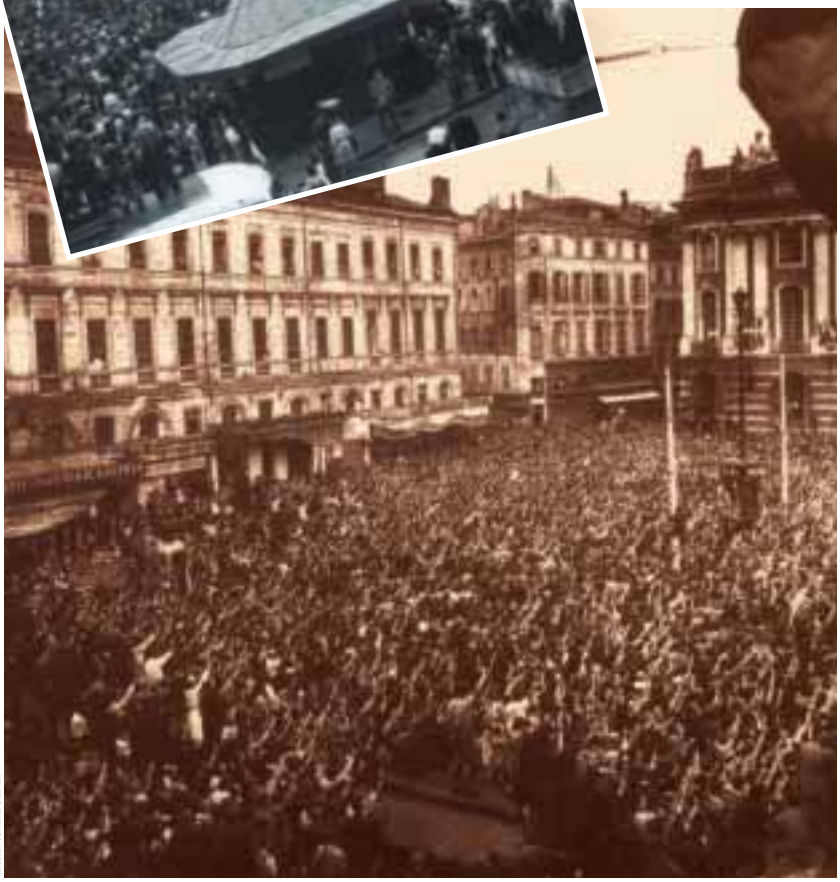
Collection Germaine Chaumié.

Au matin du 20 août, à l'appel du colonel Ravanel, les combattants de la Résistance arrivent de toute la région : Maquis du Lot, Bataillon de l'Armagnac, Brigade du Cramaussel du Corps Franc Pommiès, Corps francs de la Libération du Tarn et du Tarn-et-Garonne... Des barricades sont dressées aux points stratégiques de la ville. Les hommes du Maquis Roger prennent position sur les ponts. En fin de journée, Toulouse est entièrement contrôlée.
La fuite des Allemands est cependant marquée par de nouveaux massacres. Dix-neuf habitants de Villaudric entre Toulouse et Fronton sont fusillés devant le café du village dans l'après-midi du 20 août. D'autres drames marquent toute la région, comme à Rimont en Ariège, village anéanti le 21 août.
Toulouse reste une zone sensible pendant quelques jours en raison des colonnes allemandes, venant des Landes ou des Pyrénées, qui tentent de remonter vers la vallée du Rhône. Arrêtés par les F.F.I., les Allemands vont progressivement être enfermés dans les camps où quelques semaines auparavant, des juifs, des étrangers et tous les opposants étaient séquestrés.
Des échanges de coup de feu ont encore lieu : "on" tire des toits, des miliciens sont encore dans Toulouse... Pendant quelques jours, jusqu'au 25 août, Toulouse vit une phase de transition. Mais, une fois installées, les nouvelles forces de l'ordre reprennent les choses en main. La légende de "Toulouse la rouge" est une rumeur infondée et mensongère. Les nouvelles autorités issues de la Résistance ont rapidement rétabli la légalité républicaine.

Collection Germaine Choumel.

Toulouse en liesse

La foule se réunit le 21 août 1944 pour fêter avec les nouvelles autorités la libération de Toulouse.



Collection Germaine Choumel.

4ème partie
Les lieux du souvenir

Le siège de la Gestapo.

La villa du 2 rue Maignac (aujourd'hui rue des Martyrs de la Libération) fut réquisitionnée par les Allemands en novembre 1942 et attribuée à un service de la police nazie, appelé Gestapo dans le langage courant. Cette demeure fut le témoin des pratiques nazies et des tortures infligées aux résistants.

La Gestapo *(Geheimstaat Polizei) était un service de police spécialement chargé de traquer et d'éliminer tous les ennemis du IIIème Reich. Ce service de la police de sûreté nazi était composé de policiers allemands, particulièrement redoutés pour leurs méthodes d'une extrême violence. Manquant d'hommes et d'informations, ce service employait également des agents français. Ces derniers étaient rémunérés par la Gestapo et logés 1 rue Maignac, dans l'immeuble d'en face.*

C'est dans cet antre de la barbarie nazie qu'un grand nombre de résistants de la région ont été interrogés et torturés. Beaucoup ont laissé la vie dans cet endroit discret. Ceux et celles qui en en sont revenus ont pu témoigner de l'acharnement des policiers nazis.

Certains corps furent retrouvés dans le jardin de la villa après la libération dont ceux de :

Lucien Béret - 36 ans

Employé des PTT, il interceptait le courrier destiné à la Gestapo. Dénoncé, il est arrêté le 9 octobre 1943. Il est torturé plusieurs jours dans cette demeure, il ne parlera pas.

Léo Hamard - 25 ans

Jeune inspecteur de police, il avait rejoint le réseau Morhange sous le nom de code X-6. Passé à la clandestinité totale, il est arrêté le 11 juillet 1944 à Saint Martin du Touch. Morhange (M. Taillandier) est abattu et Léo Hamard conduit rue Maignac. Il y est abominablement torturé pendant plus d'une semaine. Son corps a été découvert dans le jardin de la villa à côté de celui de Marcel Taillandier.

Les nazis ont pris le soin d'incendier leurs archives avant de partir. Ici les restes des caves après l'incendie.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Entrée des sinistres caves où étaient enfermés les résistants.

Collection Jean Dieuzaide.

19 août 1944, 2 rue Maignac la foule ose s'approcher.

Les prisons St-Michel et Furgole.

La prison St-Michel et la prison Furgole furent pour un grand nombre de résistants et résistantes l'antichambre de la mort ou de la déportation.

La prison St-Michel

Aux détenus de droit commun emprisonnés à St-Michel se sont progressivement substitués des résistants ou opposants au régime de Vichy, mais aussi des personnes arrêtées pour différentes infractions aux lois de l'occupation. À partir de novembre 1942, la prison est divisée en deux quartiers : l'un gardé par des Français, l'autre par les soldats allemands. Les prisonniers avaient très peu de contacts entre eux, hormis ceux qui partageaient la même cellule. Et même dans ce cas, la plus grande méfiance régnait : les prisonniers, qui souvent ne se connaissaient pas, redoutaient les "moutons" de la Gestapo...

Après de longs séjours en cellule, de nombreux prisonniers du quartier allemand disparurent, conduits dans des lieux discrets comme Bordelongue ou les forêts de Bouconne et de Buzet-sur-Tarn.

Vue aérienne de la prison St-Michel.

Poteau d'exécution dans la cour intérieure. Une cérémonie a lieu chaque année dans la cour de la prison.

Prison militaire Furgole

La prison militaire de Furgole, tout comme celle de la caserne Caffarelli, n'existent plus. Particulièrement sinistre, la prison Furgole fut utilisée pour enfermer sous contrôle français puis allemand, les hommes et les femmes arrêtés pour des actes contre l'occupant ou pour délits de trafic, de sabotage, d'insoumission... Les "terroristes" -les résistants- jugés très dangereux étaient mis au secret. Les prisonniers n'avaient, dès lors, aucun contact entre eux ou avec l'extérieur. Les autres, entassés à 30 par cellule, attendaient dans des conditions très difficiles "l'heure du jugement" ou le départ pour Paris, Dachau ou Mauthausen.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Cellule de la prison Furgole. La vie des détenus était organisée heure par heure et sévèrement contrôlée. Aucun écart n'était toléré.

L'évasion du 31 juillet 1943

Albert Braun, toulousain de 19 ans, est arrêté en mai 1943 alors qu'il transporte des armes pour son groupe de résistance. Enfermé à la prison Furgole, il remarque dès son arrivée une tâche noire dans le coin du plafond de sa cellule…

Patiemment, pendant des semaines, se faisant passer pour malade afin de rester seul dans sa cellule, il a creusé les liteaux de chêne du plafond à l'aide d'un couteau. Avec la complicité de deux de ses camarades résistants, Albert Braun parvient à percer le plafond donnant sur le grenier de la prison.

Le plan de l'opération préparé, après 60 jours de patience, de détermination et de risques, les trois hommes organisent leur évasion. Dans la nuit du 31 juillet 1943, ils passent par le toit de l'église mitoyenne et disparaissent dans les rues de Toulouse.

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Albert Braun, dessin de l'évasion de la prison Furgole.

19-20 août : Cérémonies du souvenir.

Les 19 et 20 août, deux moments forts du Souvenir dans Toulouse :
- A la Gare Matabiau, entre le Pont Raynal et la gare, un hommage est rendu aux cheminots tombés dans les combats de la Libération.
- Au Commissariat central de Police, on se souvient des policiers morts pour la France pendant les Années Noires.

Matabiau, haut lieu de Mémoire de la Libération

L'action des cheminots fut déterminante pendant l'Occupation, vu le rôle essentiel des chemins de fer pour les Allemands comme pour les Alliés. La Résistance organisa le noyautage et le sabotage des services. Lors de la Libération, les plans de sabotage des voies ferrées et les actions menées par les cheminots furent décisifs.

Chaque 19 août, dans la matinée, une manifestation a lieu entre le Pont Raynal et la Gare Matabiau en hommage aux cheminots tombés dans les combats de la Libération.

Collection Jean Dieuzaide.

Groupe Matabiau aux côtés des Alliés après la Libération de Toulouse.

Le Commissariat de Police

Le commissariat central se trouvait pendant les Années Noires rue du Rempart St-Etienne. Si la police de Vichy a été particulièrement nuisible à l'action de la Résistance, certains policiers ont su faire preuve à Toulouse d'un engagement clandestin précoce et fervent. Un monument situé dans la cour intérieure du nouveau commissariat, boulevard de l'Embouchure, rend hommage aux policiers tués pendant la guerre. Des plaques éparpillées dans l'immeuble honorent la mémoire de policiers courageux qui ont perdu la vie en combattant dans la Résistance.

Le commissaire Phillipe, fusillé à Fribourg en avril 1944.

Louis Mène appartenait au maquis Roger de l'Armée Secrète à Grenade-sur-Garonne. Il fut fusillé par les Allemands à Buzet-sur-Tarn le 20 juillet 1944.

Léo Hamard du Réseau Morhange, torturé jusqu'à la mort par la Gestapo.

Henri Lanfant et René Vidal ont été exécutés en juillet 1944 par la Milice et les nazis. Dénoncés, ils furent surpris lors d'une mission à Calmont. René Vidal, du réseau Morhange, fut exposé pendu sur la place du village pendant plusieurs jours.

Préserver la mémoire.

Deux monuments sont entièrement consacrés à la Résistance et aux Années Noires dans Toulouse : le Monument de la Résistance est un hommage architectural laissant libre cours à l'imagination avec ses mâts pointant vers le ciel ; le Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation a une vocation pédagogique de sauvegarde de la Mémoire.

Le Monument de la Résistance

Situé face à l'ancien siège de la Gestapo, le monument de la Résistance est une œuvre architecturale collective inaugurée le 19 août 1971. Le monument abrite une crypte dont l'obscurité et la mise en scène plongent le visiteur dans l'atmosphère sombre des Années Noires. "L'itinéraire souterrain évoque l'activité clandestine, la souffrance et l'espoir au bout du tunnel de ceux qui ont tout risqué et souvent tout donné pour que la France soit libre". Le passage souterrain mène au Jardin des Plantes face à la plaque de la 35ème Brigade Marcel Langer et au buste de Jean Cassou.

Le Serment de Mémoire.
Plaque située à l'entrée du Monument.

Le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation

Le musée a été créé en 1994 pour regrouper et préserver les fragments de mémoire dispersés, témoins des années d'occupation. Des expositions permanentes retracent l'histoire de cette époque avec une multitude de photographies et d'objets de la Résistance.

Une salle est réservée à la déportation, constituée de documents rares, transmis par des témoins, de tenues de déportés, de dessins réalisés dans les camps. Une plongée dans l'enfer des camps de la mort...

Remerciements

**Je remercie toutes les personnes
qui m'ont accompagnées et encouragées
tout au long de ce projet éditorial,
en particulier :**

Madame Paqui Chaumel
Monsieur Henri Clavé
Monsieur Pierre Coll, *Amicale des Déportés de Mauthausen*
Madame Jean Dieuzaide
Monsieur Jean Durand, *Président du Conseil Départemental de la Résistance*
Monsieur Charles Epstein, *Amicale de la 35ème Brigade Marcel Langer*
Monsieur Lucien Esposito, *Président départemental de l'Union Nationale des Combattants*
Madame Sylvette Gaillard, *Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance*
Monsieur Michel Goubet
Monsieur Daniel Latapie
Monsieur Pierre Léoutre
Monsieur Henri Lozes, *Secrétaire général de la Fédération Nationale des Anciens de la Résistance*
Monsieur Serge Marty, *Directeur départemental de l'Office National des Anciens Combattants*
Maître Maubec
Monsieur Jean-Luc Moudenc, *Maire de Toulouse*
Monsieur Marc Nadal
Monsieur Olivier Rauch, *Proviseur du Lycée Pierre de Fermat*
Madame Michèle Ruelle, *Fédération Nationale des Anciens de la Résistance*

Je tiens à remercier ici tout spécialement

Monsieur Pierre Laborie,
professeur et historien
**à qui je dois ma passion pour l'histoire de la Résistance,
la découverte de la Mémoire et l'envie de les faire partager,**

ainsi que

Monsieur Guillaume Agullo
conservateur du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation
pour la confiance qu'il m'a accordée.

Elérika Leroy
elerika@wanadoo.fr

Bibliographie indicative

Sources

- Archives de la Dépêche du Midi.
- Archives départementales de Haute-Garonne.
- Archives municipales de Toulouse.
- Fonds Daniel Latapie.
- Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation, Toulouse.

Ouvrages généraux sur la Résistance et les Années Noires

AZEMA Jean-Pierre, WIEVIORKA Olivier - **Vichy, 1940-1944** - Ed. Perrin, 2004.
BARCELLINI Serge, WIEVIORKA Annette - **Passant, souviens toi ! Les lieux de souvenir de la Seconde Guerre Mondiale en France** - Ed. Graphein, 1999.
BELOT Robert - **Les Résistants, l'histoire de ceux qui refusèrent** - Larousse et Ministère de la Défense, Direction de la Mémoire du Patrimoine et des Archives 2003.
DELARUE Jacques - **Trafics et crimes sous l'Occupation** - Ed. Fayard, 1968.
GUERIN Alain - **La Résistance, Chronique illustrée, 1930-1950** - Livre Club Diderot, 1973.
KRIVOPISSKO Guy - **La vie à en mourir, Lettres de fusillés (1941-1944)** - Ed. Tallandier, 2003.
LATOUR Anny - **La Résistance juive en France 1940-1944** - Ed. Stock 1970.
LABORIE Pierre - **Les Français sous Vichy et l'Occupation** - Toulouse, Ed. Milan, 2003.
ORY Pascal - **Les collaborateurs, 1940-1945** - Paris, Ed. le Seuil, 1980.
PAXTON R.O. - **La France de Vichy, 1940-1944** - Paris, Ed. le Seuil, 1987.
ROUSSO Henry - **Les Années Noires, Vivre sous l'Occupation** - Découvertes Gallimard, 1992.
VICKERS Philip - **La division Das Reich de Montauban à la Normandie** - Ed. Lucien Souny, 2000.

Ouvrages spécialisés sur la région toulousaine

AGULLO Guillaume - **"Forain" François Verdier** - Ed. Loubatières, 2004.
BOURSIER Jean-Yves - **La guerre de Partisans dans le Sud-Ouest de la France, 1942-1944. La 35ème Brigade FTP-MOI** - Ed. L'Harmattan, 1992.
CASSOU Jean - **Une vie pour la liberté** - Ed. R.Laffont, 1981.
DOCQUIERT Henri - **Eglantine et vert-de gris** - Toulouse, 1970.
ESTEBE Jean - **Toulouse, 1940-1944** - Ed. Perrin, 1996.
EYCHENNE Emilienne - **Montagnards de la Liberté, les évasions par l'Ariège et la Haute-Garonne 1939-1945** - Ed. Milan, 1984.
GOUBET Michel, DEBAUGES Paul - **Histoire de la Résistance en Haute-Garonne** - Ed. Milan, 1992.
GOUBET Michel - **Images de Toulouse et de la Haute-Garonne dans la guerre 1939-1945** - Ed. Horvath, 1984.
GUILLON Jean Marie, LABORIE Pierre (sous la direction de) - **Mémoire et Histoire : la Résistance** - Ed. Privat, 1995.
LAMAZERES Greg - **Pierre Bourthoumieux, Vie et mort d'un résistant socialiste** - Ed. L'Harmattan, 2000.
LEVY Claude - **Les Parias de la Résistance** - Ed. Calmann-Lévy, 1970.
MANGIN LAZARUS Caroline - **Maurice DIDE, un psychiatre et la guerre** - Editions Erès, Toulouse, 1994.
MENEGALDO Hélène - **"Ariane Scriabine (1906-1944), héroïne de la Résistance française à Toulouse"** - Slavica occitania, 7, Toulouse, 1998.
NITTI Francesco Fausto - **Chevaux 8 Hommes 70, le Train Fantôme, 3 juillet 1944** - Mare Nostrum, réédition 2004.
RAVANEL Serge - **L'esprit de la Résistance** - Ed. du Seuil, 1995.
REMY, Morhange - **Les chasseurs de traîtres** - Ed. Flammarion, Paris, 1975.
SAINT-LAURENS Pierre - **Contes de faits, X-15, Réseau Morhange** - Ed. Signes du Monde, 1995.
SOUM Henri - **Chroniques des bords de Garonne, le vent des fous**, tome 3 - Ed. Signes du Monde, 1995.
TAUDOU Louis - **Libérer Toulouse** - témoignage, 2000.
TREMPÉ Rolande (sous la direction de) - **La Libération dans le Midi de la France** - Eché éditions, 1986.
WEIL Henri - **Les valeurs de la Résistance. Entretiens avec Serge Ravanel** - Ed. Privat, 2004.

Articles et autres publications

(consultables au Musée Départemental de la Résistance et de la Déportation).

- 1944-1994, cinquantenaire de la Libération de la Haute-Garonne, fascicule du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.
- Fascicule Années de Tourmente dans la région toulousaine, Accord Edition, 2000.
- Fascicule en hommage à la 35ème Brigade Marcel Langer, 1983, édité par l'Amicale de la 35ème Brigade.
- LABORIE Pierre, "Toulouse la Rouge", L'Histoire, n°179, 1994.
- L'Histoire, "Résistants et collaborateurs", n°80, 1985.
- Office National des Anciens Combattants, Août 1944 : la liberté retrouvée. La Libération de la Région Midi-Pyrénées, 2004.
- Résistance R4, n°1 à 12, 1977-1980.
- VIGUIER Eugène, Le Maquis de Saint-Lys.

Crédit Photographique

L'auteur et la mairie de Toulouse tiennent à remercier particulièrement le Conseil général de la Haute-Garonne et son président, Pierre Izard, d'avoir autorisé la reproduction de nombreuses photographies appartenant au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

Amicale de la 35ème Brigade FTP-MOI Marcel Langer
pages 16, 17, 18, 19, 55, 56, 57, 65

Archives Municipales de Toulouse
page 29

Germaine Chaumel
pages 8, 9, 12, 13, 25, 54, 76, 76, 77

Collection du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation
pages 9, 11, 12, 17, 21, 23, 24, 30, 32, 33, 34, 36, 37, 42, 43, 44, 52, 53, 56, 60, 61, 67, 68, 71, 81, 83

Collections particulières
pages 33, 35, 37, 42, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 55, 61, 64, 68, 71, 76, 81

Jean Dieuzaide
pages 23, 34, 69, 70, 75, 80, 84

Caroline Mangin-Lazarus, Editions Erès
pages 38, 39

Revue "Radici", Racines, N° 12 mars 2004
pages 20, 21

Index

AMORGASTE Emile 73
AUBRAC Raymond 69
AUTOFAGE Abel 63
BADIOU Raymond 52
BATAILLE Roger 28
BAUER Thomas 66
BERET Lucien 81
BERTAUX Pierre 23, 35
BET Rosina 55
BORIOS Robert 65
BOURTHOUMIEUX Pierre 36, 40, 41
BOUSQUAIROL André 63
BRAUN Albert 83
BREDILLARD Jacques 73
CAROVIS Albert 60, 65, 75
CASSAGNE Lucien 75
CASSOU Jean 3, 22, 23, 75
CAVAGNOL André 63
CHAUBET Jean 62, 63
CHAUMEL Germaine 5
COLL Adolphe 45
COMBATALADE Jacques 49, 51
COURTINADE Guillaume 75
CRESSOT Jean 47
DAC Pierre 13
DARNAND Joseph 56
DAURIAC Sylvain 45
DE GAULLE Charles 10, 23, 35
DEBAUGES Paul 52
DIDE Maurice 38, 39
DISSARD Marie-Louise 34, 35, 36
DOCQUIERT Henri 30, 41, 52
ESCUDIE Paul 73
FIKSMAN SCRIABINE Ariane 66, 67
FIKSMAN David 67
FONVIEILLE Maurice 45
FORTOUL Paul 36
FOURCADE Marie Madeleine 33, 49
FRANCO Francisco 12
FREIMANN David 55
FRENKEL Boris 19
FROUMENTIN André 73
GODEAS Enzo 55, 56, 57
GONZALES Felipe Leonce 63
GOTTESMANN Zeef 73
GRAULE André 73
GRIGNOUX Jacques 57
GUERISSE Albert-Marie "Pat O'Leary" 35, 36, 65
GUILLEMIN-TARAYRE Jacques 71
GUYAUX Edmond 53
HAMARD Léo 49, 81, 85
HEINEKEN Markus 26
HITLER Adoplf 8, 12
INSEL Jabob 65
JACQUIER Maurice 36
JARRE Pierre 85
KOENIG Pierre (général) 68, 69
LAFFORGUE François 65
LAFFORGUE Lucien 63
LANFANT Henri 85
LANGER Mendel 16, 17, 19, 65
LAUTMANN Albert 65
LAVAL Pierre 32
LEFEBVRE Fernand 13
LEONS Raoul 66
LION Henri et Raoul 42, 43, 45
LORENZI Enzo 19
LOZES Eugène 63
MALGOUYRES Georges 72, 84
MANGIN LAZARUS Caroline 38
MENE Louis, ... 85
MICOUD Jean 63
MONGELARD Stanislas et Augustine 37
MOULIN Jean 10, 28
MUSSOLINI Benito 12, 20
NAVES Raymond 30, 31, 40, 41, 43 45, 53, 62, 68
NITTI Francisco Fausto 23, 64, 65
PECHEUR Jules 47
PELISSIER Alice 47
PELISSIER Louis 46, 47, 48, 65, 68
PETAIN Philippe 8, 32, 53
PHILLIPE Jean 32, 33, 85
POINTURIER Colonel 48
POMMIES Commandant 69
PONZAN VIDAL Francisco 12, 71
RAVANEL Serge 68, 69
RIBIS Maurice 73
ROUANNE 73
ROUX Henri 73
SABATIE Louis 57
SALIEGE Jules Géraud 24, 25, 26, 27, 43
SAUVEGRAIN Jacques 53
SCRIABINE Alexandre 67
SEGUY Georges 43
TAILLANDIER Marcel 46, 48, 49, 50, 51, 81
THEAS Monseigneur 25
TOULOUSE Paul 73
TRENTIN Silvio 20, 21, 22, 39, 45, 53
VABRE Paul 73
VERDIER François 10, 28, 29, 31, 62, 68
VERNANT Jean-Pierre 52
VIADIEU Achille 50, 51
VIDAL René 61, 85
VIE Joseph 63
VIGUIER Eugène 53
ZICKEL DEJEAN Pierre 73

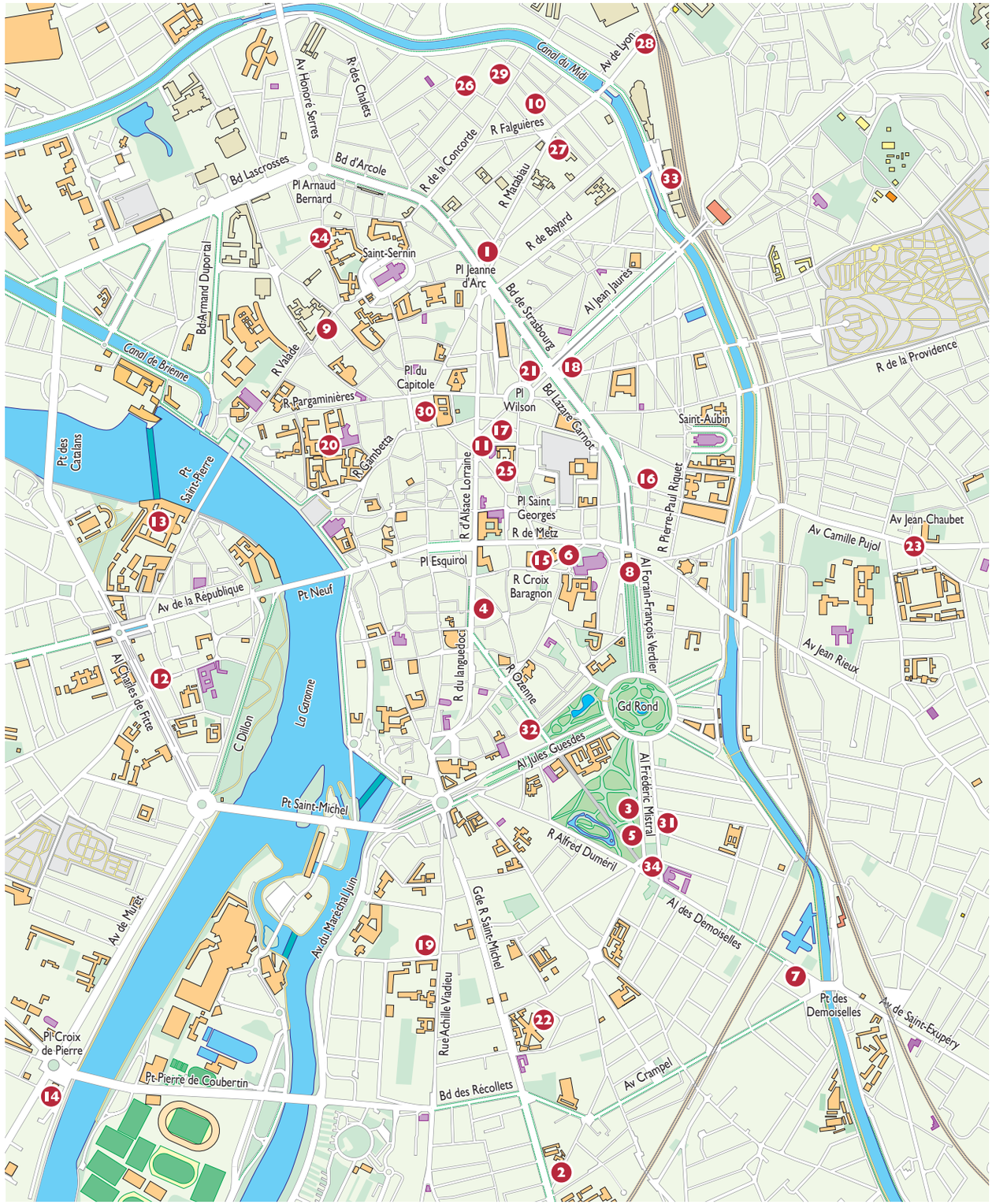
Lexique des sigles

AS - Armée Secrète
CDL - Comité Départemental de Libération
CFL - Corps Francs de la Libération
CNR - Conseil National de la Résistance
FFI - Forces Françaises de l'Intérieur
FTPF - Franc Tireur et Partisan Français
GMR - Groupe Mobile de Réserve
MOI - Main d'œuvre Immigrée
MUR - Mouvements Unis de la Résistance
ORA - Organisation de Résistance de l'Armée
PPF - Parti Populaire Français (parti collaborationniste)
RNP - Rassemblement National Populaire (parti collaborationniste)
R4 - Région militaire de Toulouse
STO - Service du Travail Obligatoire

Toulouse, mémoire de rues.

Edition : Mairie de Toulouse
Conception et réalisation : Agence Ballon Rouge
Impression : Imprimerie Ménard
Août 2006

1 Toulouse Terre d'exil et ville refuge - *Boulevard de Strasbourg* 12-13
2 Mendel Langer - *Rue Marcel Langer* 16-17
3 La 35ème Brigade FTP-MOI - *Jardin des Plantes* 18-19
4 Silvio Trentin - *Rue du Languedoc* 20-21
5 Jean Cassou - *Jardin des Plantes* 22-23
6 Jules Géraud Saliège - *Place Saint Etienne* 24-25
7 Markus Heineken - *Allées des Demoiselles* 26-27
8 François Verdier - *Allées François Verdier* 28-29
9 Raymond Naves - *Rue Albert Lautmann* 30-31
10 Jean Philippe - *Rue du Commissaire Philippe / Rue de la Concorde* 32-33
11 Marie-Louise Dissard - *Rue de la Pomme* 34-35
12 Maurice Jacquier - *Rue Jacquier / Saint Cyprien* 36-37
13 Maurice Dide - *Hôpital de la Grave* 38-39
14 Pierre Bourthoumieux - *122 avenue de Muret* 40-41
15 Les Frères Lion - *25 rue Croix Baragnon* 42-43
16 Les résistants déportés - *10 rue Caraman* 44-45
17 Louis Pélissier - *Rue Louis Pélissier* 46-47
18 Marcel Taillandier - *Allée Jean Jaurès* 48-49
19 Achille Viadieu - *65 rue Achille Viadieu* 50-51
20 Le Lycée de Garçons - *Place des Jacobins* 52-53
21 La dramatique opération des Variétés - *Allées Roosevelt* 54-55
22 Prison Saint Michel - *Grande Rue Saint Michel* 56-57
23 Le maquis de Saint Lys - *Avenue Jean Chaubet* 62-63
24 Le Train Fantôme - *21 Place des Tiercerettes* 64-65
25 La souricière du 11 rue de la Pomme - *Rue de la Pomme* 66-67
26 Les F.F.I. - *Rue du Printemps* 68-69
27 Le départ des allemands - *Rue Guillemin Tarayre* 70-71
28 La Libération de Toulouse - *Avenue de Lyon* 72-73
29 La dernière réunion clandestine - *21 rue d'Orléans* 74-75
30 Toulouse libérée - *Place du Capitole* 76-77
31 Le siège de la Gestapo - *Rue des Martyrs de la Libération* 80-81
32 Les prisons St-Michel et Furgole - *Rue Furgole / Rue Ozenne* 82-83
33 Cérémonies du souvenir - *Gare Matabiau* 84-85
34 Préserver la mémoire - *Monument et Musée de la Résistance* 86-87



Repères cartographiques

Une histoire et une mémoire du combat de la Résistance se sont écrites au fil des rues de Toulouse. Cette mémoire est toujours présente aujourd'hui dans notre quotidien, il fallait juste la raviver, éclairer un visage, une histoire, un nom sur une plaque.

BALTON ROUGE 07/06 - Photos couverture et dos : Collection Germaine Chaumel

MAIRIE DE TOULOUSE
www.toulouse.fr